

TESTO UFFICIALE
TEXTE OFFICIEL

PARTE SECONDA

**ATTI
DEI DIRIGENTI REGIONALI**

**ASSESSORATO ATTIVITÀ PRODUTTIVE,
ENERGIA E POLICHE DEL LAVORO**

Provvedimento dirigenziale 27 marzo 2014, n. 1057.

Approvazione dell'esito della valutazione relativa ai progetti pervenuti in risposta all'invito a presentare progetti per attività di formazione individualizzata a catalogo - PO "Occupazione" FSE - asse Adattabilità - invito n. 2012/02 - quarta scadenza. Finanziamento di spesa.

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA
POLITICHE DELLA FORMAZIONE
E DELL'OCCUPAZIONE

Omissis

decide

1. di approvare l'esito della valutazione delle proposte progettuali pervenute in risposta dell'Invito a presentare progetti da realizzare con il contributo del Fondo Sociale Europeo 2007/2013 - Invito 2012/02 - quarta scadenza - come esposto nelle tabelle allegate al presente provvedimento, del quale formano parte integrante;
2. di finanziare per l'anno 2014 la spesa complessiva di Euro 285.158,40 (duecentoottantacinquecentocinquante/40), sul capitolo 30056 "Contributi per l'attuazione di interventi oggetto di contributo del Fondo Sociale Europeo (FSE), del Fondo di rotazione statale e del cofinanziamento regionale - Programma Obiettivo 2 Occupazione 2007/2013", richiesta 15350 "Asse 1 Adattabilità - contributi" del bilancio di gestione della Regione per il triennio 2013/2015 (Fondo di euro 2.500.000,00, impegnato con DGR 87/2012 n. prenotazione 0545/2013) che presenta la necessaria disponibilità;
3. di stabilire che il presente Provvedimento Dirigenziale sia pubblicato per estratto sul Bollettino Ufficiale della Regione.

DEUXIÈME PARTIE

**ACTES
DES DIRIGEANTS DE LA RÉGION**

**ASSESSORAT DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES,
DE L'ÉNERGIE ET DES POLITIQUES DU TRAVAIL**

Acte du dirigeant n° 1057 du 27 mars 2014,

portant approbation du résultat de l'évaluation des projets déposés au titre de l'appel à projets lancé en vue des actions de formation individualisée en catalogue à réaliser avec le concours du FSE - PO Emploi - axe Adaptation (quatrième échéance - appel à projets n° 2012/02) et financement de la dépense y afférente.

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE
«POLITIQUES DE LA FORMATION
ET DE L'EMPLOI»

Omissis

décide

1. Le résultat de l'évaluation des projets déposés au titre de l'appel n° 2012/02 (quatrième échéance) lancé en vue des actions à réaliser avec le concours du Fonds social européen 2007/2013 est approuvé comme il appert des tableaux visés aux annexes qui font partie intégrante du présent acte;
2. La dépense globale y afférente, qui se chiffre à 285 158,40 euros (deux cent quatre-vingt-cinq mille cent cinquante-huit euros et quarante centimes), est engagée, au titre de 2014, sur les crédits inscrits au chapitre 30056 «Aides à la réalisation des actions cofinancées par le Fonds social européen (FSE), par le Fonds de roulement de l'État et par la Région - Programme Objectif 2 - Emploi 2007/2013», détail 15350 «Axe 1 - Adaptation - Aides», du budget de gestion 2013/2015 de la Région, qui dispose des ressources nécessaires (Fonds de 2 500 000,00 euros réservé par la DGR n° 87/2012, réservation n° 0545/2013);
3. Le présent acte est publié par extrait au Bulletin officiel de la Région.

L'Estensore
Michele MONTELEONE

Il Dirigente
Massimiliano CADIN

Le rédacteur,
Michele MONTELEONE

Le dirigeant,
Massimiliano CADIN

ASSESSORAT DES OUVRAGES PUBLICS, DE LA PROTECTION DES SOLS ET DU LOGEMENT PUBLIC

**PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES MINISTRES BUREAU DU COMMISSAIRE DÉLÉGUÉ
OCDPC N° 143 DU 30 JANVIER 2014
(texte italien publié au B.O. n° 14 du 8 avril 2014)**

Acte n° 1 du 28 mars 2014,

portant approbation du plan d'actions établi au sens de l'Ordinanza del Capo del Dipartimento della Protezione civile (OCDPC) n° 143 du 30 janvier 2014, publiée au journal officiel de la République italienne n° 30 du 6 février 2014, relative aux premières actions de protection civile à mettre en œuvre d'urgence à la suite de l'augmentation importante de la vitesse de déplacement du mouvement de terrain actif depuis le 19 avril 2013 sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, dans la Région autonome Vallée d'Aoste.

LE COMMISSAIRE DÉLÉGUÉ

VU l'état d'urgence déclaré par la délibération du Conseil des ministres du 10 janvier 2014;

VU l'Ordinanza del Capo del Dipartimento della Protezione civile (OCDPC) n° 143 du 30 janvier 2014, publiée au journal officiel de la République italienne n° 30 du 6 février 2014, relative aux premières actions de protection civile à mettre en œuvre d'urgence à la suite de l'augmentation importante de la vitesse de déplacement du mouvement de terrain actif depuis le 19 avril 2013 sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, dans la Région autonome Vallée d'Aoste;

VU l'art. 1^{er} de l'acte susdit, par lequel le coordinateur du Département de la programmation, de la protection des sols et des ressources hydriques de la Région a été nommé commissaire délégué pour gérer l'urgence créée par le glissement en cause;

CONSIDÉRANT que le commissaire délégué doit, dans les vingt jours qui suivent l'adoption de l'acte susdit et dans les limites des ressources financières disponibles, préparer un plan d'actions au sens des dispositions du troisième alinéa de l'art. 1^{er} dudit acte;

VU le plan d'actions figurant à l'annexe A et contenant les éléments suivants :

- a) Les actions de secours et d'aide à la population, ainsi que les premières actions urgentes de suivi et de sécurisation du territoire, déjà mises en œuvre par la Commune de COURMAYEUR et par la Région autonome Vallée d'Aoste;
- b) Les actions de prévision et de mitigation active et passive nécessaires pour faire face aux effets potentiels directs et indirects du mouvement de terrain;
- c) La description technique, la durée et les coûts présumés de chaque action;

VU que le Capo del Dipartimento a approuvé, dans sa lettre du 18 mars 2014, réf. n° DPC/Ris/15219, le plan d'actions en cause sous réserve de l'application de certaines prescriptions;

CONSIDÉRANT qu'au sens desdites prescriptions :

- les ressources de l'État et de la Région prévues par le plan ne couvrent pas les dépenses relatives aux actions de secours mises en œuvre par la Commune (lettre a du troisième alinéa);
- les évaluations relatives à la construction de l'ouvrage de protection et du dispositif de contournement figurent dans la documentation technique déposée auprès de la structure régionale «Activités géologiques», compétente en la matière;

CONSIDÉRANT que le bureau XIII de l'Ispettorato Generale per la Finanza delle Pubbliche Amministrazioni du Dipartimento della Ragioneria dello Stato du Ministère de l'économie et des finances a communiqué, par sa lettre du 26 février 2014, réf. n° 1683, l'ouverture du compte spécial n° 5800 au nom de COMM. DELEG. OCDPC 143-14 auprès de la Banca d'Italia;

CONSIDÉRANT que les dépenses pour la réalisation des actions en cause sont financées par les crédits prévus par la délibération du Conseil des ministres du 10 janvier 2014 et par l'OCDPC n° 14/2014, à hauteur de 11 550 000 euros, dont 70 p. 100 à la charge de l'État (8 085 000,00 euros) et 30 p. 100 à la charge de la Région (3 465 000,00 euros);

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de renvoyer à des actes ultérieurs la détermination des modalités de liquidation des dépenses prévues par le plan et d'établissement des comptes y afférents;

décide

ART. 1^{er}

Le plan d'actions figurant à l'annexe A est approuvé, qui contient les actions de secours et d'aide à la population, ainsi que les premières actions urgentes de suivi et de sécurisation du territoire, déjà mises en œuvre par la Commune de COURMAYEUR et par la Région autonome Vallée d'Aoste, les actions de prévision et de mitigation active et passive nécessaires pour faire face aux effets potentiels directs et indirects du mouvement de terrain ainsi que la description technique, la durée et les coûts présumés de chaque action;

ART. 2

La détermination des modalités de liquidation des dépenses prévues par le plan et d'établissement des comptes y afférents est renvoyée à des actes ultérieurs et sera effectuée en fonction des ressources financières qui seront disponibles sur le compte spécial n° 5800 ouvert au nom de *COMM. DELEG. OCDPC 143-14* auprès de la *Banca d'Italia*;

ART. 3

Aux termes de l'art. 42 du décret législatif n° 33 du 14 mars 2013, le présent acte est publié sur le site de la Région, à l'adresse suivante : <http://www.regione.vda.it/amministrazionetrasparente>, dans la rubrique *Interventi straordinari e di emergenza*.

Le présent acte est intégralement publié au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 28 mars 2014.

Les annexes ne sont pas publiées.

Le commissaire délégué
au sens de l'OCDPC n° 143/2014,
Raffaele ROCCO

Acte n° 2 du 28 mars 2014,

portant attribution des fonctions de remplaçant, en cas d'absence du commissaire délégué, à M. Davide BERTOLO aux fins de l'émission de mandats de paiement et d'ordres de prélèvement sur O/A, sur le compte spécial n° 5800 ouvert au nom de *COMM. DELEG. OCDPC 143-14*.

LE COMMISSAIRE DÉLÉGUÉ

VU l'état d'urgence déclaré par la délibération du Conseil des ministres du 10 janvier 2014;

VU l'*Ordinanza del Capo del Dipartimento della Protezione civile (OCDPC)* n° 143 du 30 janvier 2014, relative aux premières actions de protection civile à mettre en œuvre d'urgence à la suite de l'augmentation importante de la vitesse de déplacement du mouvement de terrain actif depuis le 19 avril 2013 sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, dans la Région autonome Vallée d'Aoste;

VU la lettre du 26 février 2014, réf. n° 1683, par laquelle le bureau XIII de l'*Ispettorato Generale per la Finanza delle Pubbliche Amministrazioni del Dipartimento della Ragioneria dello Stato* du Ministère de l'économie et des finances a communiqué l'ouverture du compte spécial n° 5800 au nom de *COMM. DELEG. OCDPC 143-14* auprès de la *Banca d'Italia*;

CONSIDÉRANT qu'il est opportun de désigner un remplaçant du commissaire délégué, fonctionnaire titulaire du compte spécial pendant toute la période de mise en œuvre des actions nécessaires à la suite de la déclaration d'état d'urgence en cause;

CONSIDÉRANT que M. Davide BERTOLO, dirigeant de la structure «Activités géologiques» s'est déclaré, de façon informelle, disponible pour être nommé en qualité de remplaçant du commissaire délégué, fonctionnaire titulaire du compte spécial;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'adopter le présent acte ;

décide

ART. 1^{er}

Les fonctions de remplaçant du commissaire délégué, fonctionnaire titulaire du compte spécial n° 5800 ouvert en application de l'*Ordinanza del Capo del Dipartimento della Protezione civile* n° 143 du 30 janvier 2014, sont attribuées à M. Davide BERTOLO, dirigeant de la structure «Activités géologiques», aux fins de l'émission de mandats de paiement et d'ordres de prélèvement sur O/A en cas d'absence ou d'empêchement dudit commissaire ;

ART. 2

Le présent acte déploie ses effets pendant toute la période de mise en œuvre des actions nécessaires à la suite de la déclaration d'état d'urgence en cause ;

ART. 3

Aux termes de l'art. 42 du décret législatif n° 33 du 14 mars 2013, le présent acte est publié sur le site de la Région, à l'adresse suivante : <http://www.regione.vda.it/amministrazionetrasparente>, dans la rubrique *Interventi straordinari e di emergenza*.

Le présent acte est intégralement publié au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste et sera communiqué à la section d'Aoste du Servizio di Tesoreria dello Stato de la *Banca d'Italia*.

Fait à Aoste, le 28 mars 2014.

Le commissaire délégué
au sens de l' OCDPC n° 143/2014,
Raffaele ROCCO

Acte n° 3 du 28 mars 2014,

portant approbation des premières actions urgentes à mettre en œuvre dans le cadre des actions de prévision prévues dans le plan visé à la lettre b du troisième alinéa de l'art. 1^{er} de l'*Ordinanza del Capo del Dipartimento della Protezione civile (OCDPC)* n° 143/2014.

LE COMMISSAIRE DÉLÉGUÉ

VU l'état d'urgence déclaré par la délibération du Conseil des ministres du 10 janvier 2014 ;

VU l'*Ordinanza del Capo del Dipartimento della Protezione civile (OCDPC)* n° 143 du 30 janvier 2014, relative aux premières actions de protection civile à mettre en œuvre d'urgence à la suite de l'augmentation importante de la vitesse de déplacement du mouvement de terrain actif depuis le 19 avril 2013 sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, dans la Région autonome Vallée d'Aoste ;

CONSIDÉRANT que le plan d'actions visé à l'art. 1^{er} de l'*OCDPC* en cause, approuvé par l'acte du commissaire délégué n° 1 du 28 mars 2014, indique, à son troisième alinéa, les actions de prévision et de mitigation active et passive nécessaires pour faire face aux effets potentiels directs et indirects du mouvement de terrain ;

CONSIDÉRANT que le dirigeant de la structure régionale «Activités géologiques» a signalé, dans sa lettre du 28 mars 2014, la nécessité de procéder d'urgence au financement des actions suivantes, actuellement en cours et directement liées à la mesure Prévention du plan d'actions visé à l'acte du commissaire délégué n° 1/2014 :

1. Achat des colonnes multiparamétriques DMS installées et en fonction sur le glissement de terrain du Mont-de-la-Saxe, pour une dépense de 611 753 384 euros (action indispensable à la poursuite du suivi, relevant de la mesure *Renforcement et maintien du réseau de suivi de l'axe Prévision* du plan d'actions) ;
2. Mandat donné d'urgence, par une lettre du 23 décembre 2013, réf. n° 12422/GEO, au groupe de recherche dénommé *Geo-hazard Monitoring Group (GMG)* de l'*Istituto di Ricerca per la Protezione Idrogeologica (IRPI)* du *Consiglio Nazionale delle Ricerche (CNR)* pour qu'il fournisse l'aide technique et scientifique nécessaire aux fins du suivi du glissement, à partir du 1^{er} janvier 2014 et pendant une période de douze mois, pour une dépense de 112 240,00 euros (action indispensable à la poursuite du suivi, relevant de la mesure *Renforcement et maintien du réseau de suivi de l'axe Prévision* du plan d'actions) ;

3. Activité d'évaluation des scénarios d'événement relatifs au mouvement de terrain actif sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe assurée par des experts UNIMIB, SCA et IMAGEO et nécessaire pour contrôler, jusqu'au 31 décembre 2014, l'évolution du glissement et de la longueur de propagation du glissement (runout), pour une dépense de 270 000,00 euros (action relevant de la mesure *Actualisation de la modélisation de l'axe Prévision* du plan d'actions);

VU les devis déposés à la structure « Activités géologiques »;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de renvoyer à des actes ultérieurs la détermination des modalités de liquidation des dépenses relatives à la réalisation des actions cause;

décide

ART. 1^{er}

Sont approuvés:

1. L'achat des colonnes multiparamétriques DMS installées et en fonction sur le glissement de terrain du Mont-de-la-Saxe, pour une dépense de 611 753 384 euros (action relevant de la mesure *Renforcement et maintien du réseau de suivi de l'axe Prévision* du plan d'actions);
2. Le mandat donné d'urgence, par une lettre du 23 décembre 2013, réf. n° 12422/GEO, au groupe de recherche dénommé *Geohazard Monitoring Group (GMG)* de l'*Istituto di Ricerca per la Protezione Idrogeologica (IRPI)* du *Consiglio Nazionale delle Ricerche (CNR)* pour qu'il fournisse l'aide technique et scientifique nécessaire aux fins du suivi du glissement, à partir du 1^{er} janvier 2014 et pendant une période de douze mois, pour une dépense de 112 240,00 euros (action relevant de la mesure *Renforcement et maintien du réseau de suivi de l'axe Prévision* du plan d'actions);
3. L'activité d'évaluation des scénarios d'événement relatifs au mouvement de terrain actif sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe assurée par des experts UNIMIB, SCA et IMAGEO et nécessaire pour contrôler, jusqu'au 31 décembre 2014, l'évolution du glissement et de la longueur de propagation du glissement (runout), pour une dépense de 270 000,00 euros (action relevant de la mesure *Actualisation de la modélisation de l'axe Prévision* du plan d'actions);

ART. 2

Le dirigeant de la structure « Activités géologiques » est nommé responsable de l'établissement de tous les actes techniques et administratifs nécessaires aux fins de la formalisation des contrats avec les réalisateurs des actions indiquées à l'art. 1^{er}, qui doit avoir lieu dans les trente jours qui suivent la date du présent acte, ainsi que de la mise en œuvre desdites actions;

ART. 3

L'approbation des contrats d'exécution des actions indiquées à l'art. 1^{er} et des modalités de liquidation des dépenses prévues et d'établissement des comptes y afférents, qui seront fixées en fonction des ressources financières disponibles sur le compte spécial n° 5800 ouvert au nom de *COMM. DELEG. OCDPC 143-14* auprès de la *Banca d'Italia*, est renvoyée à des actes ultérieurs;

ART. 4

Aux termes de l'art. 42 du décret législatif n° 33 du 14 mars 2013, le présent acte est publié sur le site de la Région, à l'adresse suivante: <http://www.regione.vda.it/amministrazionetrasparente>, dans la rubrique *Interventi straordinari e di emergenza*. Le présent acte est intégralement publié au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 28 mars 2014.

Le commissaire délégué
au sens de l'OCDPC n° 143/2014,
Raffaele ROCCO

Acte n° 4 du 28 mars 2014,

portant premières actions urgentes à mettre en œuvre dans le cadre des actions de protection passive prévues dans le plan d'actions visé à la lettre b du troisième alinéa de l'art. 1^{er} de l'Ordinanza del Capo del Dipartimento della Protezione civile (OCDPC) n° 143/2014.

LE COMMISSAIRE DÉLÉGUÉ

VU l'état d'urgence déclaré par la délibération du Conseil des ministres du 10 janvier 2014 ;

VU l'*Ordinanza del Capo del Dipartimento della Protezione civile (OCDPC)* n° 143 du 30 janvier 2014 relative aux premières actions de protection civile à mettre en œuvre d'urgence à la suite de l'augmentation importante de la vitesse de déplacement du mouvement de terrain actif depuis le 19 avril 2013 sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, dans la Région autonome Vallée d'Aoste ;

CONSIDÉRANT que le plan d'actions visé à l'art. 1^{er} de l'*OCDPC* en cause, approuvé par l'acte du commissaire délégué n° 1 du 28 mars 2014, indique, à son troisième alinéa, les actions de prévision et de mitigation active et passive nécessaires pour faire face aux effets potentiels directs et indirects du mouvement de terrain ;

CONSIDÉRANT que le dirigeant de la structure régionale «Aménagement hydrogéologique des bassins versants» a transmis deux procès-verbaux du 27 mars 2014 relatifs à l'exécution d'urgence des travaux indiqués ci-après, qui ne peuvent être reportés et sont directement liés à la mesure mitigation passive du plan d'actions visé à l'acte du commissaire délégué n° 1/2014 :

1. Démolition partielle de l'immeuble dénommé *Casa Retegno*, par l'entreprise *Lazzaron srl*, pour une dépense nette présumée de 100 000 euros ;
2. Coupe de la végétation sur les sites qui seront concernés par les travaux de construction des ouvrages de protection des hameaux de La Palud et d'Entrèves contre le glissement du Mont-de-la-Saxe, par l'entreprise *Jacquemod legnami sas de Jacquemod Gian Pietro & Alex*, pour une dépense nette présumée de 35 000 euros ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de renvoyer à des actes ultérieurs la détermination des modalités de liquidation des dépenses relatives à la réalisation des travaux en cause ;

décide

ART. 1^{er}

La réalisation des deux travaux indiqués ci-après, qui ne peuvent être reportés et qui ont fait l'objet des procès-verbaux du 27 mars 2014 signés par le dirigeant de la structure «Aménagement hydrogéologique des bassins versants» est approuvée :

1. La démolition partielle de l'immeuble dénommé *Casa Retegno*, par l'entreprise *Lazzaron srl*, pour une dépense nette présumée de 100 000 (cent mille) euros ;
2. La coupe de la végétation sur les sites qui seront concernés par les travaux de construction des ouvrages de protection des hameaux de La Palud et d'Entrèves contre le glissement du Mont-de-la-Saxe, par l'entreprise *Jacquemod legnami sas de Jacquemod Gian Pietro & Alex*, pour une dépense nette présumée de 35 000 (trente-cinq mille) euros ;

ART. 2

Le dirigeant de la structure «Aménagement hydrogéologique des bassins versants» est nommé responsable de la mise en œuvre des actions indiquées à l'art. 1^{er} ;

ART. 3

L'approbation des modalités de liquidation des dépenses prévues et d'établissement des comptes y afférents, qui seront fixées en fonction des ressources financières disponibles sur le compte spécial n° 5800 ouvert au nom de *COMM. DELEG. OCDPC 143-14* auprès de la *Banca d'Italia*, est renvoyée à des actes ultérieurs ;

ART. 4

Aux termes de l'art. 42 du décret législatif n° 33 du 14 mars 2013, le présent acte est publié sur le site de la Région, à l'adresse suivante : <http://www.regione.vda.it/amministrazionetrasparente>, dans la rubrique *Interventi straordinari e di emergenza*.

Le présent acte est intégralement publié au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 28 mars 2014.

Le commissaire délégué
au sens de l'OCDPC n° 143/2014,
Raffaele ROCCO

Acte n° 5 du 28 mars 2014,

portant approbation de la faisabilité technique du projet de réalisation des ouvrages de protection des hameaux de La Palud et d'Entrèves contre le mouvement de terrain actif sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, à La Palud, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, et décision de procéder à l'attribution des travaux selon la procédure négociée dénommée *cottimo fiduciario*.

LE COMMISSAIRE DÉLÉGUÉ

VU l'état d'urgence déclaré par la délibération du Conseil des ministres du 10 janvier 2014;

VU l'*Ordinanza del Capo del Dipartimento della Protezione civile* (OCDPC) n° 143 du 30 janvier 2014 relative aux premières actions de protection civile à mettre en œuvre d'urgence à la suite de l'augmentation importante de la vitesse de déplacement du mouvement de terrain actif depuis le 19 avril 2013 sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, dans la Région autonome Vallée d'Aoste;

CONSIDÉRANT que le plan d'actions visé à l'art. 1^{er} de l'*OCDPC* en cause, approuvé par l'acte du commissaire délégué n° 1 du 28 mars 2014, indique, à son troisième alinéa, les actions de prévision et de mitigation active et passive nécessaires pour faire face aux effets potentiels directs et indirects du mouvement de terrain;

CONSIDÉRANT que le dirigeant de la structure régionale «Aménagement hydrogéologique des bassins versants» a transmis, par sa lettre du 28 mars 2014, une copie du projet définitif de réalisation des ouvrages de protection des hameaux de La Palud et d'Entrèves contre le mouvement de terrain actif sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, à La Palud, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR;

VU les résultats de la Conférence de services du 19 mars 2014, relative aux travaux en cause;

CONSIDÉRANT qu'il s'avère nécessaire d'ouvrir la phase administrative pour le choix du réalisateur des travaux;

CONSIDÉRANT que le projet se compose des documents suivants:

- *Relazione definitiva*;
- *Planimetria su base catastale 1:1000*;
- *Planimetria su base ortofoto 1:1000*;
- *Planimetria vallo inferiore – Rilievo/Tracciamento 1:500*;
- *Planimetria vallo inferiore – Progetto (su ortofoto) 1:500*;
- *Profilo longitudinale vallo inferiore 1:500*;
- *Sezioni dalla n. 0 alla 45 – vallo inferiore 1:200*;
- *Planimetria vallo superiore – Rilievo/Tracciamento 1:500*;
- *Planimetria vallo superiore – Progetto (su ortofoto) 1:500*;
- *Profilo longitudinale vallo superiore 1:500*;
- *Sezioni dalla n. 46 alla 79 – vallo superiore 1:200*;
- *Planimetria strada – Tracciamento 1:500*;
- *Profilo longitudinale strada 1:500*;
- *Sezioni strada dalla n. S1 alla S3 e dalla S29 alla S31 1:200*;
- *Planimetria condotta inf. Planimetria strada – Rilievo/Tracciamento 1:500*;

- *Planimetria condotta sup. Planimetria strada – Rilievo/Tracciamento 1:500;*
- *Profilo longitudinale condotta 1:1000;*
- *Sezioni condotta dalla n. C2 alla C62 1:200;*
- *Planimetria opera di presa Planimetria strada – Rilievo/Tracciamento 1:200;*
- *Planimetria opera di presa Planimetria strada – Progetto (su ortofoto) 1:200;*
- *Profilo longitudinale opera di presa 1:200;*
- *Sezioni opera di presa dalla n. P1 alla P13 1:200;*
- *Particolari costruttivi/Sezioni tipo 1:100;*
- *Computo metrico estimativo;*
- *Bilanci scavi/riporti e pietrame;*
- *Riparto scavi rilevato;*
- *Relazione ed annotazioni per formulazione offerte;*

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de renvoyer à des actes ultérieurs la détermination des modalités de liquidation des dépenses relatives à la réalisation des travaux en cause;

décide

ART. 1^{er}

La faisabilité technique du projet définitif de réalisation des ouvrages de protection des hameaux de La Palud et d'Entrèves contre le mouvement de terrain actif sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, à La Palud, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, est approuvé (CUP B76B14000010000, CIG 56858217EA), ainsi que le tableau économique ci-après :

Travaux à l'unité de mesure :		€ 5.986.890,39
	Travaux au rabais	€ 5.986.890,39
	Frais de sécurité (sans rabais)	€ 120.000,00
	Mise à prix	€ 6.106.890,39
IVA :		€ 1.343.515,89
	TOTAL DES DÉPENSES	€ 7.450.406,28

ART. 2

La réalisation des ouvrages de protection des hameaux de La Palud et d'Entrèves contre le mouvement de terrain actif sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, à La Palud, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, revêt un caractère d'utilité publique au sens du DPR n° 327 du 8 juin 2001 (Texte unique des dispositions législatives et réglementaires en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique) et de la loi régionale n° 11 du 2 juillet 2004 (Réglementation de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en Vallée d'Aoste);

ART. 3

Les aires concernées seront occupées au sens de l'art. 49 du DPR n° 327/2001 et des art. 31 et 32 de la LR n° 11/2004, sans préjudice de l'obligation de procéder à la fixation de l'indemnité d'expropriation, au transfert du droit de propriété et aux autres accomplissements prévus par la législation en vigueur en matière d'expropriation;

ART. 4

Les travaux nécessaires pour faire face à l'urgence découlant du mouvement de terrain actif sur le versant nord-occidental du Mont-de-la-Saxe, à La Palud, sur le territoire de la Commune de COURMAYEUR, seront attribués selon la procédure négociée dénommée *cottimo fiduciario* sans publication d'avis de marché, au sens de la lettre c du deuxième alinéa de l'art. 57 du décret législatif n° 163/2006;

ART. 5

Lesdits travaux seront attribués à l'entreprise qui proposera l'offre économiquement la plus avantageuse, au sens de l'art. 83 du décret législatif n° 163/2006;

ART. 6

Lesdits travaux seront payés à l'unité de mesure;

ART. 7

La procédure d'attribution des travaux relève des bureaux compétents du Département de la programmation, de la protection des sols et des ressources hydriques;

ART. 8

La définition de l'engagement de dépense fera l'objet d'actes ultérieurs;

ART. 9

Le dirigeant de la structure régionale «Aménagement hydrogéologique des bassins versants» est nommé responsable de la mise en œuvre des actions indiquées à l'art. 1^{er};

ART. 10

L'approbation de l'attribution des travaux et des modalités de liquidation des dépenses prévues et d'établissement des comptes y afférents, qui seront fixées en fonction des ressources financières disponibles sur le compte spécial n° 5800 ouvert au nom de *COMM. DELEG. OCDPC 143-14* auprès de la *Banca d'Italia*, est renvoyée à des actes ultérieurs;

ART. 11

Aux termes de l'art. 42 du décret législatif n° 33 du 14 mars 2013, le présent acte est publié sur le site de la Région, à l'adresse suivante: <http://www.regione.vda.it/amministrazionetrasparente>, dans la rubrique *Interventi straordinari e di emergenza*.

Le présent acte est intégralement publié au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 28 mars 2014.

Le commissaire délégué
au sens de l'OCDPC n° 143/2014,
Raffaele ROCCO

**ASSESSORATO
SANITÀ, SALUTE
E POLITICHE SOCIALI**

Provvedimento dirigenziale 31 marzo 2014, n. 1083.

Modifica dell'allegato alla deliberazione della Giunta regionale n. 1731 del 24 agosto 2012 recante "Linee guida regionali per la tutela degli animali d'affezione, ai sensi dell'art. 4, comma 2, della LR n. 37/2010".

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA
IGIENE E SANITÀ PUBBLICA E VETERINARIA

Omissis

**ASSESSORAT
DE LA SANTÉ, DU BIEN-ÊTRE
ET DES POLITIQUES SOCIALES**

Acte du dirigeant n° 1083 du 31 mars 2014,

portant modification de l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 1731 du 24 août 2012 (Approbation des lignes directrices régionales pour la protection des animaux de compagnie, aux termes du deuxième alinéa de l'art. 4 de la LR n° 37/2010).

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE
«HYGIENE ET SANTE PUBLIQUE VETERINAIRE»

Omissis

decide

- 1) di sostituire il comma 1 dell'art. 17 (interro di spoglie di animali d'affezione) dell'allegato alla DGR n. 1731 del 24 agosto 2012 avente in oggetto: "approvazione delle linee guida regionali per la tutela degli animali d'affezione, ai sensi dell'art. 4, comma 2, della LR n. 37/2010", già modificato dalla DGR n. 1162 del 28 giugno 2013, con il comma seguente: "Il seppellimento degli animali d'affezione, con eccezione degli equidi, è possibile in un terreno di proprietà del proprietario/detentore o in un cimitero per animali, previa comunicazione al Comune territorialmente competente e esclusione di qualsiasi pericolo di malattia infettiva e infestiva trasmissibile agli uomini o denunciabile ai sensi del vigente regolamento di Polizia Veterinaria. Il seppellimento degli equidi è consentito in terreni privati o in aree individuate allo scopo previa autorizzazione al sotterramento rilasciata dal Comune interessato, sentito il parere del Servizio Veterinario della ASL; copia del passaporto dell'animale e copia del certificato veterinario che attesti le cause di morte dovranno essere consegnati entro 7 giorni dall'evento all'ufficio servizi zootecnici dell'Assessorato Agricoltura;
- 2) di stabilire che il presente provvedimento sia pubblicato sul Bollettino Ufficiale della Regione;
- 3) di stabilire che il presente provvedimento sia trasmesso, a cura della struttura regionale competente in materia, al Ministero della Salute, all'Assessorato agricoltura e risorse naturali, al Direttore Generale dell'Azienda USL della Valle d'Aosta, al C.E.L.V.A., al Comando della Valle d'Aosta dei Carabinieri del N.A.S., all'Ordine dei Medici Veterinari della Regione Valle d'Aosta e all'A.V.A.P.A. Onlus e all'E.N.C.I..

L'Estensore
Paola BORNAZ

Il Dirigente
Mauro RUFFIER

**DELIBERAZIONI
DELLA GIUNTA
E DEL CONSIGLIO REGIONALE**

GIUNTA REGIONALE

Deliberazione 28 marzo 2014, n. 354.

Scioglimento, senza nomina del commissario liquidatore, ai sensi dell'articolo 2545-septiesdecies del Codice civile, della società Il Lago Bianco soc. coop., di AYMAVILLES.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

décide

- 1) Le premier alinéa de l'art. 17 (Enterrement des restes des animaux de compagnie) de l'annexe de la DGR n° 1731 du 24 août 2012 (Approbation des lignes directrices régionales pour la protection des animaux de compagnie, aux termes du deuxième alinéa de l'art. 4 de la LR n° 37/2010), déjà modifié par la DGR n° 1162 du 28 juin 2013, est remplacé par un alinéa ainsi rédigé: «Sauf dans le cas d'un équidé, tout animal de compagnie peut être enterré soit dans un terrain appartenant à son propriétaire ou détenteur, soit dans un cimetière pour animaux, sur communication à la Commune territorialement compétente et à condition qu'il n'existe aucun risque de maladie infectieuse ou d'infestation transmissible à l'homme ou soumis à la déclaration au sens du règlement de police vétérinaire en vigueur. Tout équidé peut être enterré dans un terrain privé ou dans des espaces prévus à cet effet, sur autorisation accordée par la Commune concernée, le Service vétérinaire de l'ASL entendu. Une copie du passeport de l'animal et une copie du certificat vétérinaire attestant les causes de la mort doivent être remis, dans les sept jours qui suivent celle-ci, au Bureau des services zootecniques de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles.»;
- 2) Le présent acte est publié au Bulletin officiel de la Région;
- 3) Le présent acte est transmis, par les soins de la structure régionale compétente en la matière, au Ministère de la santé, à l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles, au directeur général de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, au CELVA, au Commandement de la Vallée d'Aoste des Carabinieri du NAS, à l'Ordre des médecins vétérinaires de la Région Vallée d'Aoste, à l'AVAPA Onlus et à l'ENCI.

Le rédacteur,
Paola BORNAZ

Le dirigeant,
Mauro RUFFIER

**DÉLIBÉRATIONS
DU GOUVERNEMENT
ET DU CONSEIL RÉGIONAL**

GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Délibération n° 354 du 28 mars 2014,

portant dissolution aux termes de l'art. 2545 septiesdecies du Code civil de *Il Lago Bianco soc. coop.* d'AYMAVILLES, sans nomination de commissaire liquidateur.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

delibera

- 1) di disporre, per i motivi indicati in premessa, ai sensi dell'articolo 2545-septiesdecies del codice civile, lo scioglimento, senza nomina di commissario liquidatore, della seguente società cooperativa: "Il Lago Bianco soc. coop.", cod. fisc. 01144140074, con sede in AYMAVILLES, loc. Clos Savin n. 2;
- 2) di disporre la pubblicazione della presente deliberazione nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana e nel Bollettino Ufficiale della Regione Autonoma Valle d'Aosta.

Deliberazione 28 marzo 2014 n. 361.

Autorizzazione alla società cooperativa sociale "Noi & gli Altri" al trasferimento della sede operativa della struttura socio-educativa denominata "Aquilone Azzurro", già autorizzata all'esercizio di asilo nido e garderie con la DGR n. 633/2009 e alla modifica dei posti revocandone due della garderie e trasformandone ulteriori tre, in tre posti di asilo-nido, ai sensi della DGR n. 1362/2013.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di autorizzare la Società Cooperativa Sociale Noi & gli Altri, di AOSTA, al trasferimento della sede operativa della struttura denominata "Aquilone Azzurro", da Regione Borgnalle, 53 ad AOSTA a località Grand-Chemin, 33/D a SAINT-CHRISTOPHE e alla modifica dei posti precedentemente autorizzati con deliberazione della Giunta regionale n. 633/2009, revocandone due della garderie e trasformandone ulteriori tre, in tre posti di asilo-nido, per un totale di quindici posti di asilo-nido e quattro posti di garderie, ai sensi della deliberazione della Giunta regionale n. 1362/2013;
2. di stabilire che il mantenimento dell'autorizzazione di cui al precedente punto 1. è subordinato al rispetto di quanto segue:
 - a. il divieto, senza preventiva autorizzazione dell'Amministrazione regionale, di apportare modificazioni alla planimetria ed alla destinazione d'uso dei locali;
 - b. l'obbligo del mantenimento della struttura edilizia e delle attrezzature in condizioni conformi alle vigenti norme di igiene e sanità pubblica, di prevenzione antincendio, di igiene e sicurezza dei luoghi di lavoro, ivi compresa l'osservanza delle norme per la sicurezza degli impianti elettrici di cui al D.M. 37 del 22 gennaio 2008;
 - c. l'obbligo dell'adozione delle misure di protezione dal

délibère

- 1) Aux termes de l'art. 2545 septiesdecies du Code civil et pour les raisons indiquées au préambule, il est procédé à la dissolution, sans nomination de commissaire liquidateur, de la société coopérative ci-après: *Il Lago Bianco soc. coop.* (code fiscal: 01144140074), dont le siège est à AYMAVILLES, 2, hameau de Clos-Savin;
- 2) La présente délibération est publiée au journal officiel de la République italienne et au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Délibération n° 361 du 28 mars 2014,

portant autorisation à la coopérative sociale *Noi & gli Altri* de transférer le siège opérationnel de la crèche-garderie dénommée *Aquilone Azzurro*, autorisée par la DGR n° 633/2009, ainsi que de supprimer deux places de garderie et d'en transformer trois autres en places de crèche, au sens de la DGR n° 1362/2013.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. La coopérative sociale *Noi & gli Altri* d'AOSTE est autorisée à transférer le siège opérationnel de la crèche-garderie dénommée *Aquilone Azzurro* – actuellement située à AOSTE, 53, Région Borgnalle – à SAINT-CHRISTOPHE, 33/D, Grand-Chemin, ainsi qu'à supprimer deux places de garderie et à en transformer trois autres en places de crèche, ce qui fait un total de quinze places de crèche et de quatre places de garderie, au sens de la délibération du Gouvernement régional n° 1362/2013;
2. Le maintien de l'autorisation visée au point 1 de la présente délibération est subordonné au respect des dispositions ci-après:
 - a. Le plan des locaux et l'affectation de ceux-ci ne peuvent être modifiés sans autorisation préalable de l'Administration régionale;
 - b. Les bâtiments et les installations doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de santé publique, d'hygiène, de prévention des incendies et d'hygiène et de sécurité du travail, ainsi qu'aux dispositions du DM n° 37 du 22 janvier 2008 en matière de sécurité des installations électriques;
 - c. Toutes mesures de protection des professionnels de

- contagio professionale da HIV indicate nel decreto del Ministero della Sanità in data 28 settembre 1990;
- d. l'obbligo dell'adozione delle misure informative e di pubblicità sanitaria in conformità a quanto stabilito dalla normativa vigente in materia;
 - e. l'obbligo del rispetto delle disposizioni in materia di gestione dei rifiuti sanitari, di cui al D.P.R. 15 luglio 2003, n. 254 e ss.mm.;
 - f. l'obbligo della comunicazione – entro il termine di dieci giorni – alla struttura regionale competente in materia di qualità dell'Assessorato sanità, salute e politiche sociali, di ogni modificazione nel possesso dei requisiti previsti per il rilascio dell'autorizzazione di cui trattasi;
3. di stabilire che le attività e le prestazioni socio-educative erogate nella struttura di cui trattasi siano espletate da personale in possesso della specifica abilitazione all'esercizio della professione in rapporto alle prestazioni svolte;
 4. di stabilire che, ai sensi dell'articolo 9 della deliberazione della Giunta regionale 1362/2013, l'autorizzazione è rilasciata a tempo indeterminato con decorrenza dalla data della presente deliberazione e che il mantenimento della stessa è assicurato dal rispetto dei requisiti minimi generali e specifici, anche regionali, che dovrà essere reso evidente, in occasione delle verifiche di vigilanza da effettuare con frequenza almeno quinquennale, nel rispetto di quanto previsto dal decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1997;
 5. di stabilire che l'autorizzazione prevista dal punto 1. del dispositivo della presente deliberazione non può essere ceduta a terzi;
 6. di stabilire che, ai sensi dell'articolo 11 della deliberazione della Giunta regionale 1362/2013, ogni violazione a quanto prescritto comporta l'applicazione delle sanzioni previste dalle disposizioni vigenti in materia, oltretutto, in relazione alla gravità dei fatti contestati, la sospensione o la revoca dell'autorizzazione stessa da parte della Giunta regionale;
 7. di stabilire che sono fatte salve le autorizzazioni e le prescrizioni di competenza di altri enti, organi ed organismi previste dalla normativa vigente in materia di apertura al pubblico e di esercizio delle attività autorizzate di cui trattasi;
 8. di stabilire che, a seguito dell'emanazione di atti di pertinenza dello Stato o della Regione in materia di requisiti strutturali ed organizzativi per l'esercizio di attività socio-educative per la prima infanzia, il titolare delle
- santé contre le risque de contamination par le VIH doivent être adoptées, aux termes du décret du Ministère de la santé du 28 septembre 1990 ;
- d. Toutes mesures d'information et de publicité sanitaire doivent être adoptées, conformément aux dispositions législatives en vigueur en la matière ;
 - e. Les dispositions en matière de gestion des déchets sanitaires fixées par le DPR n° 254 du 15 juillet 2003 modifié doivent être respectées ;
 - f. Tout changement au niveau du respect des conditions requises aux fins de l'autorisation en cause doit être communiqué sous dix jours à la structure de l'Assessorat régional de la santé, du bien-être et des politiques sociales compétente en matière de qualité ;
3. Le personnel œuvrant dans la structure en cause doit justifier de son aptitude à l'exercice des activités et des prestations socio-éducatives qu'il est appelé à fournir, compte tenu de la nature de celles-ci ;
 4. Aux termes de l'art. 9 de l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 1362/2013, l'autorisation en cause est délivrée pour une durée indéterminée et sa validité court à compter de la date de la présente délibération. Par ailleurs, aux fins du maintien de l'autorisation, les conditions minimales générales et spécifiques requises, y compris celles établies par la Région, doivent être respectées, et cela doit être prouvé lors des visites des lieux qui seront effectuées au moins tous les cinq ans, conformément aux dispositions du décret du président de la République du 14 janvier 1997 ;
 5. L'autorisation visée au point 1 ne peut être cédée à des tiers ;
 6. Aux termes de l'art. 11 de l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 1362/2013, toute violation des dispositions visées à la présente délibération implique l'application des sanctions prévues par la législation en vigueur en la matière, ainsi que la suspension ou le retrait de l'autorisation, par le Gouvernement régional, en fonction de la gravité des faits contestés ;
 7. Il y a lieu de demander les autorisations et de respecter les prescriptions du ressort d'autres établissements, organes et organismes au sens de la réglementation en vigueur en matière d'ouverture au public et d'exercice des activités autorisées ;
 8. Au cas où l'État ou la Région adopteraient des actes en matière de conditions structurelles et organisationnelles requises aux fins de l'exercice des activités socio-éducatives pour la première enfance, le titulaire de la structure

strutture oggetto della presente autorizzazione è tenuto all'adeguamento delle strutture stesse secondo i modi ed i tempi previsti dalla normativa statale o regionale;

9. di stabilire che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto sul Bollettino Ufficiale della Regione;
10. di stabilire che la presente deliberazione sia trasmessa, a cura della struttura regionale competente in materia di autorizzazione e di accreditamento dell'Assessorato sanità, salute e politiche sociali, alla Struttura politiche sociali dell'Assessorato sanità, salute e politiche sociali e alla Società Cooperativa Sociale "Noi & gli Altri" di AOSTA.

Deliberazione 28 marzo 2014 n. 362.

Rilascio dell'accreditamento sperimentale fino al 31 marzo 2015, alla soc. coop. soc. Noi & gli Altri di AOSTA, di una struttura socio-assistenziale adibita a comunità per minori, per 10 posti, denominata "Maison d'accueil", sita nel comune di SARRE, ai sensi delle DGR n. 2541/2012 e n. 2063/2013.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di approvare il rilascio dell'accreditamento, alla Società Cooperativa Sociale Noi & gli Altri di AOSTA, di una struttura socio-assistenziale adibita a comunità per minori, per 10 posti, denominata "Maison d'accueil", sita nel comune di SARRE, in frazione Montan, 75, ai sensi della DGR n. 2541/2012;
2. di stabilire che l'accreditamento è concesso, ai sensi della DGR n. 2063/2013, con decorrenza dalla data di adozione della presente deliberazione fino al 31 marzo 2015, data della nuova scadenza della sperimentazione dell'accreditamento delle strutture residenziali per anziani, disabili e minori il cui convenzionamento è a carico dell'Amministrazione regionale, previa comunicazione del gruppo di lavoro costituito con la DGR n. 634/2011, relativa all'esito positivo della sperimentazione ed all'effettiva entrata a regime del sistema;
3. di stabilire che l'accreditamento di cui al precedente punto 1. decade in caso di accertamento del mancato possesso di uno o più requisiti strutturali ed organizzativi previsti dalla normativa nazionale e regionale in materia di autorizzazione e di accreditamento;
4. di stabilire che il rinnovo dell'accreditamento di cui al precedente punto 1. è subordinato alla comunicazione del gruppo di lavoro costituito con la DGR n. 634/2011, relativa all'esito positivo della sperimentazione ed all'effetti-

concernée doit procéder à la mise aux normes de celle-ci selon les modalités et les délais prévus par la réglementation nationale ou régionale en vigueur ;

9. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région ;
10. La structure de l'Assessorat régional de la santé, du bien-être et des politiques sociales compétente en matière d'autorisations et d'accréditations est chargée de transmettre la présente délibération à la structure « Politiques sociales » dudit assessorat et à la coopérative sociale *Noi & gli Altri* d'AOSTE.

Délibération n° 362 du 28 mars 2014,

portant délivrance, à titre expérimental jusqu'au 31 mars 2015, à la coopérative sociale *Noi & gli Altri* d'AOSTE, de l'accréditation de la communauté pour mineurs dénommée « Maison d'accueil », située à SARRE et dotée de dix places, au sens des DGR n° 2451/2012 et n° 2063/2013.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. L'accréditation de la communauté pour mineurs dénommée « Maison d'accueil », dotée de dix places et située dans la commune de SARRE (75, hameau de Montan) est délivrée, à titre expérimental, à la coopérative sociale *Noi & gli Altri* d'AOSTE, au sens de la DGR n° 2541/2012 ;
2. Aux termes de la DGR n° 2063/2013, l'accréditation en cause est accordée au titre de la période allant de la date d'adoption de la présente délibération au 31 mars 2015, date d'expiration de la mise en œuvre expérimentale de l'accréditation des structures d'hébergement pour les personnes âgées et handicapées et pour les mineurs avec lesquelles la Région passe des conventions, sur communication, par le groupe de travail constitué par la DGR n° 634/2011, du bilan positif de l'expérimentation et de la mise en œuvre définitive du système en cause ;
3. L'accréditation visée au point 1 devient caduque si l'une ou plusieurs des conditions structurelles et organisationnelles prévues par la législation nationale et régionale en vigueur en matière d'autorisation et d'accréditation ne sont pas respectées ;
4. Le renouvellement de l'accréditation visée au point 1 doit faire l'objet, six mois au moins avant l'expiration de la validité de celle-ci, d'une demande assortie de la documentation nécessaire, au sens de la DGR n° 2541/2012,

- va entrata a regime del sistema nonché alla presentazione di apposita istanza, corredata della necessaria documentazione, sei mesi prima della sua scadenza ai sensi della DGR 2541/2012;
5. di stabilire che l'accreditamento istituzionale di cui al precedente punto 1. non può essere ceduto a terzi;
 6. di stabilire che, ai sensi dell'articolo 9 della DGR n. 2541/2012, ogni violazione a quanto prescritto dalla presente deliberazione comporta l'applicazione delle sanzioni previste dalle disposizioni vigenti in materia, oltretutto, in relazione alla gravità dei fatti contestati, la sospensione o la revoca dell'accreditamento stesso;
 7. di stabilire che la presente deliberazione sia pubblicata, per estratto, sul Bollettino Ufficiale della Regione;
 8. di stabilire che l'adozione della presente deliberazione sia comunicata, dalla Struttura risorse e programmazione socio-sanitaria dell'Assessorato alla sanità, salute e politiche sociali, al legale rappresentante della Società Cooperativa Sociale Noi & gli Altri di AOSTA, al Dirigente della Struttura famiglia e politiche giovanili dell'Assessorato sanità, salute e politiche sociali e al Dirigente della Struttura politiche sociali in quanto Coordinatore del gruppo di lavoro deputato alla valutazione degli esiti della sperimentazione e dell'effettiva entrata a regime del sistema.

Deliberazione 28 marzo 2014 n. 363.

Rilascio dell'accreditamento sperimentale fino al 31 marzo 2015, alla soc. coop. soc. La Libellula di SAINT-CHRISTOPHE, di una struttura socio-assistenziale per minori di tipo comunitario, di 10 posti, di cui 8 residenziali, 1 semi-residenziale e 1 per situazioni di emergenza, denominata "Petit-Foyer", sita nel comune di AOSTA, ai sensi delle DGR n. 2541/2012 e n. 2063/2013. Modifica del punto 1. della DGR n. 838/2012.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di modificare il punto 1. della deliberazione della Giunta regionale n. 838 in data 20 aprile 2012, come segue:

“di autorizzare la Società Cooperativa Sociale “La Libellula” di SAINT-CHRISTOPHE, all'esercizio di un'attività socio-assistenziale nella struttura denominata “Petit-Foyer”, adibita a comunità per minori per 10 posti, di cui 8 residenziali, 1 semi-residenziale e 1 per situazioni di emergenza per un massimo di 7 giorni, sita nel Comune di AOSTA, in Via Festaz n. 19, ai sensi della delibera-

et est subordonné à la communication, par le groupe de travail constitué par la DGR n° 634/2011, du bilan positif de l'expérimentation et de la mise en œuvre définitive du système en cause;

5. L'accréditation visée au point 1 ne peut être cédée à des tiers;
6. Aux termes de l'art. 9 de l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 2541/2012, toute violation des dispositions visées à la présente délibération implique l'application des sanctions prévues par la législation en vigueur en la matière, ainsi que la suspension ou le retrait de l'accréditation, en fonction de la gravité des faits contestés;
7. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région;
8. La structure «Ressources et planification socio-sanitaire» de l'Assessorat régional de la santé, du bien-être et des politiques sociales est chargée d'informer de l'adoption de la présente délibération le représentant légal de la coopérative sociale *Noi & gli Altri* d'AOSTE, le dirigeant de la structure «Famille et politiques de la jeunesse» de l'Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales et le dirigeant de la structure «Politiques sociales» dudit assessorat, en tant que coordinateur du groupe de travail chargé d'évaluer les résultats de l'expérimentation et la mise en œuvre définitive du système en cause.

Délibération n° 363 du 28 mars 2014,

portant délivrance, à titre expérimental jusqu'au 31 mars 2015, à la coopérative sociale *La Libellula* de SAINT-CHRISTOPHE, de l'accréditation de la communauté pour mineurs dénommée «Petit-Foyer», située à AOSTE et dotée de dix places, dont huit d'hébergement, une de jour et une d'urgence, au sens des DGR n° 2451/2012 et n° 2063/2013, ainsi que modification du point 1 de la DGR n° 838/2012.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Le point 1 de la délibération du Gouvernement régional n° 838 du 20 avril 2012 est modifié comme suit:

«La coopérative sociale *La Libellula* de SAINT-CHRISTOPHE est autorisée à exercer une activité d'assistance dans la communauté pour mineurs dénommée «Petit-Foyer», dotée de dix places, dont huit d'hébergement, une de jour et une d'urgence (7 jours au plus) et située dans la commune d'AOSTE (19, rue Festaz), au sens de la délibération du Gouvernement régional n° 1362 du 23

- zione della Giunta regionale n. 1362 in data 23 agosto 2013”;
2. di approvare il rilascio dell'accreditamento sperimentale, alla Società Cooperativa Sociale La Libellula, di SAINT-CHRISTOPHE, di una struttura socio-assistenziale per minori di tipo comunitario, per 10 posti, di cui 8 residenziali, 1 semi-residenziale e 1 per situazioni di emergenza per un massimo di 7 giorni, denominata “Petit-Foyer”, sita nel comune di AOSTA in Via Festaz n. 19, ai sensi della DGR n. 2541/2012;
 3. di stabilire che il mantenimento dell'accreditamento di cui al precedente punto 2. è subordinato alla trasmissione alla Struttura risorse e programmazione socio-sanitaria, entro il 30 giugno 2014 di idonea documentazione attestante il rinnovo del contratto in essere con l'Amministrazione regionale per l'utilizzo dei locali oggetto del presente accreditamento ovvero la disponibilità di ulteriori idonei locali per l'esercizio dell'attività di cui si tratta;
 4. di stabilire che l'accreditamento è concesso, ai sensi della DGR n. 2063/2013, con decorrenza dalla data di adozione della presente deliberazione fino al 31 marzo 2015, data della nuova scadenza della sperimentazione dell'accreditamento delle strutture residenziali per anziani, disabili e minori il cui convenzionamento è a carico dell'Amministrazione regionale, previa comunicazione del gruppo di lavoro costituito con la DGR n. 634/2011, relativa all'esito positivo della sperimentazione ed all'effettiva entrata a regime del sistema;
 5. di stabilire che l'accreditamento di cui al precedente punto 2. decade in caso di accertamento del mancato possesso di uno o più requisiti strutturali ed organizzativi previsti dalla normativa nazionale e regionale in materia di autorizzazione e di accreditamento;
 6. di stabilire che il rinnovo dell'accreditamento di cui al precedente punto 2. è subordinato alla comunicazione del gruppo di lavoro costituito con la DGR n. 634/2011, relativa all'esito positivo della sperimentazione ed all'effettiva entrata a regime del sistema nonché alla presentazione di apposita istanza, corredata della necessaria documentazione, sei mesi prima della sua scadenza ai sensi della DGR 2541/2012;
 7. di stabilire che l'accreditamento istituzionale di cui al precedente punto 2. non può essere ceduto a terzi;
 8. di stabilire che, ai sensi dell'articolo 9 della DGR n. 2541/2012, ogni violazione a quanto prescritto dalla presente deliberazione comporta l'applicazione delle sanzioni previste dalle disposizioni vigenti in materia, oltretutto, in relazione alla gravità dei fatti contestati, la sospensione o la revoca dell'accreditamento stesso;
- août 2013;»;
2. L'accréditation de la communauté pour mineurs dénommée «Petit-Foyer», dotée de dix places, dont huit d'hébergement, une de jour et une d'urgence (7 jours au plus) et située dans la commune d'AOSTE (19, rue Festaz) est délivrée, à titre expérimental, à la coopérative sociale *La Libellula* de SAINT-CHRISTOPHE, au sens de la DGR n° 2541/2012;
 3. Aux fins du maintien de l'accréditation visée au point 2, la coopérative en cause est tenue de transmettre à la structure «Ressources et planification socio-sanitaire», au plus tard le 30 juin 2014, la documentation attestant le renouvellement du contrat passé avec l'Administration régionale et relatif à l'utilisation des locaux accueillant la communauté faisant l'objet de l'accréditation en cause ou bien la disponibilité d'autres locaux adéquats;
 4. Aux termes de la DGR n° 2063/2013, l'accréditation en cause est accordée au titre de la période allant de la date d'adoption de la présente délibération au 31 mars 2015, date d'expiration de la mise en œuvre expérimentale de l'accréditation des structures d'hébergement pour les personnes âgées et handicapées et pour les mineurs avec lesquelles la Région passe des conventions, sur communication, par le groupe de travail constitué par la DGR n° 634/2011, du bilan positif de l'expérimentation et de la mise en œuvre définitive du système en cause;
 5. L'accréditation visée au point 2 devient caduque si l'une ou plusieurs des conditions structurelles et organisationnelles prévues par la législation nationale et régionale en vigueur en matière d'autorisation et d'accréditation ne sont pas respectées;
 6. Le renouvellement de l'accréditation visée au point 2 doit faire l'objet, six mois au moins avant l'expiration de la validité de celle-ci, d'une demande assortie de la documentation nécessaire, au sens de la DGR n° 2541/2012, et est subordonné à la communication, par le groupe de travail constitué par la DGR n° 634/2011, du bilan positif de l'expérimentation et de la mise en œuvre définitive du système en cause;
 7. L'accréditation visée au point 2 ne peut être cédée à des tiers;
 8. Aux termes de l'art. 9 de l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 2541/2012, toute violation des dispositions visées à la présente délibération implique l'application des sanctions prévues par la législation en vigueur en la matière, ainsi que la suspension ou le retrait de l'accréditation, en fonction de la gravité des faits contestés;

9. di stabilire che la presente deliberazione sia pubblicata, per estratto, sul Bollettino Ufficiale della Regione;
10. di stabilire che l'adozione della presente deliberazione sia comunicata, dalla Struttura risorse e programmazione socio-sanitaria dell'Assessorato alla sanità, salute e politiche sociali, al legale rappresentante della Società Cooperativa Sociale La Libellula di SAINT-CHRISTOPHE, al Dirigente della Struttura famiglia e politiche giovanili dell'Assessorato sanità, salute e politiche sociali e al Dirigente della Struttura politiche sociali in quanto Coordinatore del gruppo di lavoro deputato alla valutazione degli esiti della sperimentazione e dell'effettiva entrata a regime del sistema.

Deliberazione 28 marzo 2014 n. 364.

Modificazione delle dgr 2062/2013 e 36/2014 concernenti il rilascio, alla "Piccola Casa della Divina Provvidenza – Cottolengo", di SAINT-VINCENT e alla Congregazione Istituto Suore di San Giuseppe, di AOSTA, dell'accREDITAMENTO di due strutture protette per anziani.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di sostituire i punti 1, 2 e 3 del deliberato della deliberazione della Giunta regionale n. 2062 in data 13 dicembre 2013 (Rilascio, alla Piccola casa della divina provvidenza – Cottolengo – di SAINT-VINCENT, dell'accREDITAMENTO di una struttura socio-assistenziale residenziale, sita nel medesimo comune, destinata a struttura protetta per anziani, per 22 posti, per un periodo di cinque anni, ai sensi della DGR n. 2541/2012.), come segue:
 1. di approvare il rilascio, alla Piccola Casa della Divina Provvidenza – Cottolengo – di SAINT-VINCENT, dell'accREDITAMENTO di struttura socio-assistenziale residenziale destinata a struttura protetta per anziani, per 22 posti, sita nel medesimo Comune, in Fraz. Tromen, 9, ai sensi della DGR 2541/2012;
 2. di stabilire che l'accREDITAMENTO è concesso, ai sensi della DGR 2063/2013, con decorrenza dalla data di adozione della presente deliberazione fino al 31 marzo 2015, data della nuova scadenza della sperimentazione dell'accREDITAMENTO delle strutture residenziali per anziani, disabili e minori il cui convenzionamento è a carico dell'Amministrazione regionale, previa comunicazione del gruppo di lavoro costituito con la DGR 634/2011, relativa all'esito positivo della sperimentazione ed all'effettiva entrata a regime del sistema;

9. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région ;
10. La structure « Ressources et planification socio-sanitaire » de l'Assessorat régional de la santé, du bien-être et des politiques sociales est chargée d'informer de l'adoption de la présente délibération le représentant légal de la coopérative sociale *La Libellula* de SAINT-CHRISTOPHE, le dirigeant de la structure « Famille et politiques de la jeunesse » de l'Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales et le dirigeant de la structure « Politiques sociales » dudit assessorat, en tant que coordinateur du groupe de travail chargé d'évaluer les résultats de l'expérimentation et la mise en œuvre définitive du système en cause.

Délibération n° 364 du 28 mars 2014,

portant modification des DGR n° 2062/2013 et n° 36/2014, relatives à la délivrance à la *Piccola Casa della Divina Provvidenza – Cottolengo* de SAINT-VINCENT et à la *Congregazione Istituto Suore di san Giuseppe* d'AOSTE de l'accREDITATION de deux structures protégées pour personnes âgées.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Les points 1, 2 et 3 de la délibération du Gouvernement régional n° 2062 du 13 décembre 2013, portant délivrance, pour une période de cinq ans, à la *Piccola Casa della Divina Provvidenza – Cottolengo* de SAINT-VINCENT, de l'accREDITATION de la structure protégée pour 22 personnes âgées située sur le territoire de ladite Commune, au sens de la DGR n° 2541/2012, sont remplacés par les points ainsi rédigés :
 - « 1. L'accREDITATION de la structure protégée pour 22 personnes âgées située sur le territoire de la commune de SAINT-VINCENT (9, hameau de Tromen) est délivrée à la *Piccola Casa della Divina Provvidenza – Cottolengo* de SAINT-VINCENT, au sens de la délibération du Gouvernement régional n° 2541/2012 ;
 2. Aux termes de la DGR n° 2063/2013, l'accREDITATION en cause est accordée au titre de la période allant de la date d'adoption de la présente délibération au 31 mars 2015, date d'expiration de la mise en œuvre expérimentale de l'accREDITATION des structures d'hébergement pour les personnes âgées et handicapées et pour les mineurs avec lesquelles la Région passe des conventions, sur communication, par le groupe de travail constitué par la DGR n° 634/2011, du bilan positif de l'expérimentation et de la mise en œuvre définitive du système en cause ;

3. di stabilire che il rinnovo dell'accreditamento di cui al precedente punto 2. è subordinato alla comunicazione del gruppo di lavoro costituito con la DGR 634/2011, relativa all'esito positivo della sperimentazione ed all'effettiva entrata a regime del sistema nonché alla presentazione di apposita istanza, corredata della necessaria documentazione, sei mesi prima della sua scadenza ai sensi della DGR 2541/2012;
 2. di sostituire i punti 1, 2 e 3 del deliberato della deliberazione della Giunta regionale n. 36 in data 17 gennaio 2014 (Rilascio, alla Congregazione Istituto suore di San Giuseppe di AOSTA, dell'accreditamento di una struttura socio-assistenziale residenziale destinata a struttura adibita a struttura protetta per anziani (ex strutture residenziali n2 e n3), per 22 posti, sita nel comune di CHÂTILLON, per un periodo di cinque anni, ai sensi della DGR n. 2541/2012.), come segue:
 1. di approvare il rilascio, alla Congregazione Istituto suore di San Giuseppe di AOSTA dell'accreditamento, di struttura socio-assistenziale residenziale destinata a struttura protetta per anziani, per un massimo di 28 posti, sita nel Comune di CHÂTILLON, in Via Hugonin, 54, ai sensi della DGR 2541/2012;
 2. di stabilire che l'accreditamento è concesso, ai sensi della DGR 2063/2013, con decorrenza dalla data di adozione della presente deliberazione fino al 31 marzo 2015, data della nuova scadenza della sperimentazione dell'accreditamento delle strutture residenziali per anziani, disabili e minori il cui convenzionamento è a carico dell'Amministrazione regionale, previa comunicazione del gruppo di lavoro costituito con la DGR 634/2011, relativa all'esito positivo della sperimentazione ed all'effettiva entrata a regime del sistema;
 3. di stabilire che il rinnovo dell'accreditamento di cui al precedente punto 2. è subordinato alla comunicazione del gruppo di lavoro costituito con la DGR 634/2011, relativa all'esito positivo della sperimentazione ed all'effettiva entrata a regime del sistema nonché alla presentazione di apposita istanza, corredata della necessaria documentazione, sei mesi prima della sua scadenza ai sensi della DGR 2541/2012;
 3. di stabilire che la presente deliberazione sia pubblicata, per estratto, sul Bollettino Ufficiale della Regione;
 4. di stabilire che l'adozione della presente deliberazione sia comunicata, dalla Struttura risorse e programmazione socio-sanitaria dell'Assessorato alla sanità, salute e politiche sociali, al legale rappresentante della Congregazione Istituto suore di San Giuseppe di AOSTA, al legale rappresentante della Piccola Casa della Divina Provvidenza – Cottolengo – di SAINT-VINCENT e alla Struttura po-
3. Le renouvellement de l'accréditation visée au point 2 doit faire l'objet, six mois au moins avant l'expiration de la validité de celle-ci, d'une demande assortie de la documentation nécessaire, au sens de la DGR n° 2541/2012, et est subordonné à la communication, par le groupe de travail constitué par la DGR n° 634/2011, du bilan positif de l'expérimentation et de la mise en œuvre définitive du système en cause ;» ;
 2. Les points 1, 2 et 3 de la délibération du Gouvernement régional n° 36 du 17 janvier 2014 portant délivrance, pour une période de cinq ans, à la *Congregazione Istituto Suore di san Giuseppe* d'AOSTE, de l'accréditation de la structure protégée relevant autrefois des niveaux N2 et N3, située sur le territoire de la commune de CHÂTILLON (54, rue Hugonin) et destinée à accueillir 28 personnes âgées au maximum, aux termes de la délibération du Gouvernement régional n° 2541/2012, sont remplacés par les points ainsi rédigés :
 - « 1. L'accréditation de la structure protégée relevant autrefois des niveaux N2 et N3, située sur le territoire de la commune de CHÂTILLON (54, rue Hugonin) et destinée à accueillir 28 personnes âgées au maximum, est délivrée à la *Congregazione Istituto Suore di san Giuseppe* d'AOSTE, aux termes de la délibération du Gouvernement régional n° 2541/2012 ;
 2. Aux termes de la DGR n° 2063/2013, l'accréditation en cause est accordée au titre de la période allant de la date d'adoption de la présente délibération au 31 mars 2015, date d'expiration de la mise en œuvre expérimentale de l'accréditation des structures d'hébergement pour les personnes âgées et handicapées et pour les mineurs avec lesquelles la Région passe des conventions, sur communication, par le groupe de travail constitué par la DGR n° 634/2011, du bilan positif de l'expérimentation et de la mise en œuvre définitive du système en cause ;
 3. Le renouvellement de l'accréditation visée au point 2 doit faire l'objet, six mois au moins avant l'expiration de la validité de celle-ci, d'une demande assortie de la documentation nécessaire, au sens de la DGR n° 2541/2012, et est subordonné à la communication, par le groupe de travail constitué par la DGR n° 634/2011, du bilan positif de l'expérimentation et de la mise en œuvre définitive du système en cause ;» ;
 3. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région ;
 4. La structure «Ressources et planification socio-sanitaire» de l'Assessorat régional de la santé, du bien-être et des politiques sociales est chargée d'informer de l'adoption de la présente délibération le représentant légal de la *Congregazione Istituto Suore di san Giuseppe* d'AOSTE, le représentant légal de la *Piccola Casa della Divina Provvidenza – Cottolengo* de SAINT-VINCENT et la struc-

litiche sociali dell'Assessorato sanità, salute e politiche sociali.

Deliberazione 4 aprile 2014, n. 418.

Valutazione positiva condizionata sulla compatibilità ambientale del progetto di impianto idroelettrico sul torrente Evançon in loc. Amponey, nel comune di AYAS, proposto dalla società Energy Champoluc s.r.l. con sede a VERRÈS.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di esprimere una valutazione positiva condizionata sulla compatibilità ambientale del progetto di impianto idroelettrico sul Torrente Evançon in loc. Amponey, nel Comune di AYAS, presentato dalla Società Energy Champoluc s.r.l. con sede a VERRÈS;
2. di subordinare la presente valutazione positiva all'osservanza delle seguenti prescrizioni:
 - a seguito delle esigenze di tutela espresse dalle varie Strutture regionali competenti, a valle dell'opera di presa vengano rilasciate le seguenti portate di deflusso minimo vitale:

Mese	DMV [l/s]
Gennaio	270
Febbraio	270
Marzo	300
Aprile	580
Maggio	1500
Giugno	2900
Luglio	2600
Agosto	1900
Settembre	1200
Ottobre	810
Novembre	500
Dicembre	330

- il sistema di sbarramento del torrente con paratoia a ventola venga realizzato in modo tale che:
 - a) venga ripristinato l'attuale profilo dell'alveo del torrente Evançon quando la traversa è in posizione completamente abbassata;
 - b) la traversa venga sempre abbattuta completamente quando il corso d'acqua è in condizioni di piena;
 - c) consenta l'abbattimento automatico (per gravità e

ture «Politiques sociales» dudit assessorat.

Délibération n° 418 du 4 avril 2014,

portant avis positif, sous condition, quant à la compatibilité avec l'environnement du projet déposé par Energy Champoluc srl, dont le siège est à VERRÈS, en vue de la réalisation d'une installation hydroélectrique sur l'Évançon, à Amponey, dans la commune d'AYAS.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Un avis positif, sous condition, est prononcé quant à la compatibilité avec l'environnement du projet déposé par Energy Champoluc srl, dont le siège est à VERRÈS, en vue de la réalisation d'une installation hydroélectrique sur l'Évançon, à Amponey, dans la commune d'AYAS;
2. Le présent avis positif est subordonné au respect des prescriptions suivantes:
 - compte tenu des exigences de protection formulées par les différentes structures régionales compétentes, le débit minimum biologique ci-après doit être assuré en aval de la prise:

Mois	Débit minimum biologique (l/s)
Janvier	270
Février	270
Mars	300
Avril	580
Mai	1500
Juin	2900
Juillet	2600
Août	1900
Septembre	1200
Octobre	810
Novembre	500
Décembre	330

- le système de barrage du torrent avec vanne à clapet doit être réalisé de manière à ce que:
 - a) Le lit de l'Évançon retrouve son profil actuel, lorsque le clapet est complètement ouvert;
 - b) Le clapet soit toujours complètement ouvert en cas de crue du torrent;
 - c) Le clapet s'ouvre automatiquement (par gravité

per spinta idraulica) della paratoia in caso di caduta di tensione o di avaria dell'impianto idraulico di movimentazione della paratoia;

d) garantisca in ogni condizione di esercizio ordinario, con apposite regolazioni della paratoia, la presenza di un franco di almeno un metro tra il pelo libero della lama d'acqua a monte della traversa e la sommità arginale;

- ai fini della redazione del progetto esecutivo delle opere, si valuti la possibilità di parzializzare la paratoia di sbarramento in due o più elementi affinché in caso di ostruzione, una parte della sezione idraulica possa essere utilizzata per consentire il deflusso delle acque;
- si valuti la possibilità di utilizzo della condotta forzata, in condizioni di piena del torrente, quale scarico di alleggerimento per diminuire la portata transitante in alveo in corrispondenza del centro abitato, a condizione però che tale impiego non aggravi le condizioni di rischio idraulico presenti a valle del punto di scarico delle acque;
- le operazioni di cantiere siano eseguite nel rispetto delle prescrizioni della Struttura organizzativa forestazione e sentieristica dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali formulate con il parere di competenza citato in premessa;
- per quanto riguarda la realizzazione dei manufatti relativi all'opera di presa e al locale centrale siano ottemperate le prescrizioni indicate nel parere della Struttura organizzativa tutela beni paesaggistici e architettonici dell'Assessorato istruzione e cultura citato in premessa;
- siano rispettate tutte le mitigazioni, da effettuarsi in fase esecutiva, riportate nella valutazione previsionale di impatto acustico;
- con riferimento alla tutela della fauna ittica e dei relativi ambienti di vita, vengano attuate le prescrizioni operative indicate nel parere della Struttura organizzativa flora, fauna, caccia e pesca, dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, e le osservazioni formulate dal Consorzio regionale per la tutela, l'incremento e l'esercizio della pesca in Valle d'Aosta, concertando gli interventi indicati con i suddetti soggetti;

3. di rammentare i seguenti obblighi normativi:

et par poussée hydraulique) en cas de chute de tension ou de panne du système hydraulique de déplacement de la vanne;

d) Pendant les périodes d'exploitation ordinaire, un mètre au moins de vide entre le fil de l'eau en amont du clapet et le haut de la berge soit toujours garanti par la régulation dudit clapet;

- lors de l'élaboration du projet d'exécution des travaux, la possibilité de mettre en place deux ou plusieurs clapets doit être évaluée afin qu'en cas d'obstruction, une partie de la section hydraulique puisse être utilisée pour permettre l'écoulement des eaux;
- la possibilité d'utiliser la conduite forcée comme moyen d'écoulement, en cas de crue du torrent, pour diminuer le débit dans le lit à la hauteur de l'agglomération doit être évaluée; toutefois, cette utilisation ne doit pas augmenter les risques hydrauliques en aval du point d'écoulement des eaux;
- les opérations de chantier doivent être réalisées dans le respect des prescriptions figurant dans l'avis de la structure «Forêts et sentiers» de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles» cité au préambule;
- pour ce qui est de la réalisation des ouvrages relatifs à la prise d'eau et du local de la centrale, les prescriptions figurant dans l'avis de la structure «Protection des biens paysagers et architecturaux» de l'Assessorat de l'éducation et de la culture cité au préambule doivent être respectées;
- toutes les mesures de mitigation prévues par l'évaluation prévisionnelle de l'impact sonore doivent être adoptées pendant la phase d'exécution des travaux;
- pour ce qui est de la protection de la faune piscicole et de ses milieux de vie, il y a lieu de respecter les prescriptions opérationnelles indiquées dans l'avis de la structure «Flore, faune, chasse et pêche» de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles et les observations formulées par le Consortium régional pour la protection, la promotion et la pratique de la pêche en Vallée d'Aoste et d'établir de concert avec ceux-ci les travaux à réaliser;

3. Les obligations normatives suivantes doivent être respectées :

- ai fini del rilascio della subconcessione di derivazione vengano presentati alla Struttura organizzativa affari generali, demanio e risorse idriche, dell'Assessorato opere pubbliche, difesa del suolo e edilizia residenziale pubblica, i progetti degli organi deputati al controllo delle portate di cui al punto 2 del deliberato, ed i calcoli idraulici relativi al loro dimensionamento. In particolare devono essere fornite le modalità di rispetto dei suddetti valori di deflusso minimo vitale mediante la regolazione della posizione della paratoia a ventola, tenuto conto che in condizioni di morbida parte dei suddetti rilasci vengono garantiti mediante sfioro dalla traversa;
 - la realizzazione delle opere interferenti con l'alveo del torrente Evançon sia subordinata alla preventiva acquisizione dell'autorizzazione di cui al R.D. n. 523/1904, rilasciata dalla Struttura organizzativa affari generali, demanio e risorse idriche, dell'Assessorato opere pubbliche, difesa del suolo e edilizia residenziale pubblica;
 - l'autorizzazione per la realizzazione dello sbarramento venga rilasciata previa sottoscrizione da parte del beneficiario di apposita convenzione che:
 - a) sollevi la Regione da qualsiasi pretesa di risarcimento per eventuali danneggiamenti occorsi all'opera di presa e ai manufatti accessori in caso di piena del torrente Evançon;
 - b) in caso di lavori realizzati dall'Amministrazione regionale e finalizzati alla ricalibratura dell'alveo del torrente Evançon per garantire il transito della portata di piena, impegni il beneficiario nei confronti della Regione ad effettuare a propria cura e spese eventuali lavori di adeguamento della traversa, dell'opera di derivazione e dei relativi manufatti accessori alla nuova sezione di deflusso;
 - c) nei casi di cui al precedente punto b), sollevi la Regione da qualsiasi pretesa di risarcimento, anche parziale, per la mancata produzione di energia idroelettrica dovuta alla realizzazione dei predetti lavori di ricalibratura dell'alveo;
4. di rammentare che dovrà essere dato avviso con comunicazione scritta della data di inizio dei lavori ai seguenti soggetti competenti:
- Struttura organizzativa pianificazione e valutazione ambientale, dell'Assessorato territorio e ambiente (al quale dovrà essere comunicato anche il termine dei lavori);
 - Stazione forestale competente per territorio, alla quale la Ditta appaltatrice dovrà presentare anche il progetto esecutivo dell'opera;
- aux fins de l'obtention de l'autorisation, par sous-concession, de dérivation des eaux en cause, le promoteur doit présenter les projets des dispositifs de contrôle du débit minimum biologique fixé au point 2, ainsi que les calculs hydrauliques de dimensionnement y afférents, à la structure «Affaires générales, domaine et ressources hydriques» de l'Assessorat régional des ouvrages publics, de la protection des sols et du logement public. Il doit notamment préciser les mesures prévues aux fins du respect du débit minimum biologique, entre autres la régulation de la position de la vanne à clapet, compte tenu du fait que pendant les périodes d'étiage une partie du débit susdit doit être assurée par déversement au-dessus du clapet;
 - la réalisation des ouvrages qui touchent le lit de l'Évançon est subordonnée à l'obtention de l'autorisation visée au décret du roi n° 523/1904, qui doit être délivrée par la structure «Affaires générales, domaine et ressources hydriques» de l'Assessorat régional des ouvrages publics, de la protection des sols et du logement public;
 - l'autorisation de réaliser le barrage est accordée à condition que le bénéficiaire signe une convention dans laquelle:
 - a) Il renonce à toute prétention de dédommagement de la part de l'Administration régionale en cas de dégâts causés à la prise et aux ouvrages accessoires par les crues de l'Évançon;
 - b) Il s'engage, vis-à-vis de l'Administration régionale, au cas où celle-ci réaliserait des travaux visant au recalibrage du lit de l'Évançon afin de garantir l'écoulement du débit de crue, à effectuer les éventuels travaux d'adaptation du clapet, de l'ouvrage de dérivation et des ouvrages accessoires à la nouvelle section d'écoulement, et ce, à ses soins et à ses frais;
 - c) Il renonce à toute prétention de dédommagement, même partiel, de la part de l'Administration régionale en cas de manque de production d'énergie hydroélectrique causé par la réalisation des travaux de recalibrage du lit visés à la lettre b);
4. La date d'ouverture de chantier doit être communiquée par écrit aux structures régionales suivantes :
- «Planification et évaluation environnementale» de l'Assessorat du territoire et de l'environnement (qui doit également être informé de la date de fermeture de chantier);
 - Poste forestier territorialement compétent. L'adjudicataire doit également présenter audit poste le projet d'exécution des travaux;

5. di limitare l'efficacia della presente valutazione positiva di compatibilità ambientale a cinque anni decorrenti dalla data della presente decisione di compatibilità ambientale;
6. di disporre la pubblicazione, per estratto, della presente deliberazione nel Bollettino Ufficiale della Regione.

Deliberazione 4 aprile 2014, n. 427.

Approvazione di modificazioni all'allegato della DGR 2221/2007 relativamente alle modalità di determinazione dei contributi per il ripristino funzionale e la manutenzione straordinaria dei campi di golf, di cui all'articolo 5 della l.r. 16/2007 e della rideterminazione, per l'anno 2014, dei termini di presentazione delle istanze di contributo.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le modificazioni all'allegato della DGR 2221/2007, come modificato dalle DGR 688/2009 e 1458/2012, relativamente alle modalità di determinazione dei contributi per il ripristino funzionale e la manutenzione straordinaria dei campi da golf, di cui all'art. 5 della l.r. 16/2007, recante disposizioni attuative della l.r. 16/2007, come da allegato alla presente deliberazione e della stessa facente parte integrante e sostanziale;
- 2) di rideterminare, per l'anno 2014, al 18 aprile il termine di presentazione delle istanze relative alla concessione, dei contributi di cui all'art. 5 della l.r. 16/2007;
- 3) di disporre la pubblicazione della presente deliberazione sul Bollettino ufficiale della Regione.

AVVISI E COMUNICATI

**ASSESSORATO ATTIVITÀ PRODUTTIVE,
ENERGIA E POLICHE DEL LAVORO**

Avviso di avvenuto deposito di istanza di autorizzazione unica.

Ai sensi dell'art. 41 della legge regionale 1° agosto 2012, n. 26 (Disposizioni regionali in materia di pianificazione energetica, di promozione dell'efficienza energetica e di sviluppo delle fonti rinnovabili), è stata presentata presso la Regione Autonoma Valle d'Aosta, Assessorato attività produttive, energia e politiche del lavoro, Struttura organizzativa "Risparmio energetico e sviluppo fonti rinnovabili", con

5. La validité du présent avis positif quant à la compatibilité avec l'environnement est limitée à une période de cinq ans à compter de la date de la présente délibération ;
6. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région.

Délibération n° 427 du 4 avril 2014,

portant approbation des modifications de l'annexe de la DGR n° 2221/2007 pour ce qui est des modalités de détermination des subventions relatives au réaménagement fonctionnel et à l'entretien extraordinaire des terrains de golf et visées à l'art. 5 de la LR n° 16/2007 et fixation des délais de présentation des demandes d'aide au titre de 2014.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les modifications de l'annexe de la DGR n° 2221 du 10 août 2007 portant approbation des dispositions d'application de la loi régionale n° 16 du 29 juin 2007, déjà modifiée par les DGR n° 688/2009 et n° 1458/2012, sont approuvées, pour ce qui est des modalités de détermination des subventions relatives au réaménagement fonctionnel et à l'entretien extraordinaire des terrains de golf et visées à l'art. 5 de la LR n° 16/2007, telles qu'elles figurent à l'annexe de la présente délibération, dont elle fait partie intégrante et substantielle ;
- 2) Au titre de 2014, le délai de dépôt des demandes relatives aux aides visées à l'art. 5 de la LR n° 16/2007 est fixé au 18 avril ;
- 3) La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.

AVIS ET COMMUNIQUÉS

**ASSESSORAT DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES
ÉNERGIE ET POLITIQUES DU TRAVAIL**

Avis de dépôt d'une demande d'autorisation unique.

Aux termes de l'art. 41 de la loi régionale n° 26 du 1^{er} août 2012 (Disposizioni regionali en matière de planification énergétique, de promotion de l'efficacité énergétique et de développement des sources d'énergie renouvelables), avis est donné du fait qu'une demande d'autorisation unique en vue de la construction et de l'exploitation d'une installation hydroélectrique comportant la dérivation des eaux du Planey

sede in AOSTA, Piazza della Repubblica n. 15, un'istanza di autorizzazione unica per la costruzione e l'esercizio di un impianto idroelettrico con derivazione d'acqua dai torrenti Planey ed Arpettaz nel Comune di PRÉ-SAINT-DIDIER, comprendente la realizzazione della linea elettrica di connessione dell'impianto stesso alla rete di distribuzione - Linea n. 715.

L'approvazione dell'autorizzazione unica di cui sopra comporterà, in base alla richiesta formulata dal soggetto proponente, la dichiarazione di pubblica utilità dell'impianto e delle opere connesse ai fini dell'apposizione del vincolo preordinato all'esproprio sulle aree sotto indicate:

et de l'Arpettaz, dans la commune de PRÉ-SAINT-DIDIER, ainsi que de la ligne de raccordement de celle-ci au réseau de distribution, a été déposée à la structure «Économies d'énergie et développement des sources renouvelables» de l'Assessorat des activités productives de la Région autonome Vallée d'Aoste – AOSTE, 15, place de la République (dossier n° 715).

Conformément à la demande présentée par le promoteur, l'approbation de l'autorisation unique visée ci-dessus entraîne la déclaration d'utilité publique de l'installation et des ouvrages y afférents aux fins de l'établissement d'une servitude préjudant à l'expropriation des terrains indiqués ci-après :

DATI IDENTIFICATIVI			SUPERFICIE OCCUPATA			
<i>Foglio</i>	<i>Mappale</i>	<i>Qualifica Catastale</i>	<i>Occupazione temporanea</i>		<i>Esproprio</i>	<i>Servitù</i>
			<i>mq</i>	<i>gg</i>	<i>mq</i>	<i>mq</i>
13	8	BOSCO ALTO	120	210		120
6	96	PRATO	215	210	21	215
6	45	BOSCO ALTO	78	210		78
6	108	BOSCO ALTO	48	210		48
6	94	PRATO	27	210	18	27
6	97	PRATO IRRIGUO	3	210		3
6	106	PRATO IRRIGUO	20	210		20
6	107	PRATO	137	210		137
6	327	PRATO	84	210		84
6	118	PRATO	79	210		79
6	116	PRATO	22	210		22
6	115	BOSCO ALTO	163	210		163
6	136	BOSCO ALTO	92	210		92
6	137	BOSCO ALTO	32	210		32
6	140	BOSCO ALTO	16	210		16
7	41	BOSCO ALTO	206	210		206
7	40	BOSCO ALTO	412	210		412
7	45	PASCOLO CESPUGLIATO	74	210		74
7	43	PRATO	104	210		104
7	190	PASCOLO	16	210		16
7	193	PASCOLO	30	210		30
7	265	PASCOLO	69	210		69
7	195	PRATO	138	210		138
7	196	PRATO	3	210		3
7	185	PRATO	30	210	265	30

7	186	PRATO	29	210	36	29
7	184	BOSCO ALTO	60	210		60
7	181	BOSCO ALTO	50	210		50
7	180	BOSCO ALTO	25	210		25
7	195	PRATO				180
7	196	PRATO				27
7	185	PRATO				63

La struttura competente per il procedimento è la Struttura organizzativa “Risparmio energetico e sviluppo fonti rinnovabili” dell’ Assessorato attività produttive, energia e politiche del lavoro; il “responsabile del procedimento” è il dirigente della medesima struttura ed il soggetto “responsabile dell’istruttoria” è il Sig. Jean Claude PESSION.

Ai sensi della legge regionale 28 aprile 2011, n. 8 (Nuove disposizioni in materia di elettrodotti), e dell’art. 11 del decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 2001, n. 327 (Testo unico delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di espropriazione per pubblica utilità), chiunque abbia interesse può presentare per iscritto osservazioni alla Struttura organizzativa di cui sopra, entro trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente avviso.

Il Dirigente
Mario SORSOLONI

**COMITATO REGIONALE
PER LE COMUNICAZIONI VALLE D’AOSTA
CO.RE.COM. VALLE D’AOSTA**

Relazione annuale 2013.

L’ATTIVITÀ SVOLTA DAL COMITATO REGIONALE
PER LE COMUNICAZIONI
VALLE D’AOSTA

21 marzo 2014

Relazione annuale 2013

L’attività svolta dal Comitato regionale
per le Comunicazioni Valle d’Aosta

Indice

Premessa

Capitolo 1: funzioni proprie

Capitolo 2: il monitoraggio delle programmazioni televisive

Capitolo 3: l’altra comunicazione

La procédure est du ressort de la structure «Économies d’énergie et développement des sources renouvelables» de l’Assessorat des activités productives, de l’énergie et des politiques du travail et le responsable de la procédure est l’ingénieur Jean-Claude PESSION.

Aux termes de la loi régionale n° 8 du 28 avril 2011 (Nouvelles dispositions en matière de lignes électriques et abrogation de la loi régionale n° 32 du 15 décembre 2006) et de l’art. 11 du décret du président de la République n° 327 du 8 juin 2001 (Texte unique des dispositions législatives et réglementaires en matière d’expropriation pour cause d’utilité publique), les intéressés peuvent présenter leurs observations écrites à la structure «Economies d’énergie et développement des sources renouvelables» dans les trente jours qui suivent la date de publication du présent avis.

Le dirigeant,
Mario SORSOLONI

**COMITÉ RÉGIONAL
POUR LES COMMUNICATIONS VALLÉE D’AOSTE
CO.RE.COM. VALLÉE D’AOSTE**

Rapport annuel 2013.

L’ACTIVITE DU COMITE REGIONAL
DES COMMUNICATIONS
DE LA VALLEE D’AOSTE

21 mars 2014

Rapport annuel 2013

L’activité du Comité régional
des Communications de la Vallée d’Aoste

Table des matières

Préambule

Chapitre 1^{er}: Fonctions propres

Chapitre 2: Suivi des émissions de la télévision

Chapitre 3: L’Altra Comunicazione

Capitolo 4: il tentativo di conciliazione nelle controversie tra gestori di servizi di telecomunicazioni ed utenti in valle d'aosta - rapporto 2013

Capitolo 5: altre attività delegate

Capitolo 6: la par condicio

Capitolo 7: statistica

Capitolo 8: legge regionale 4 settembre 2001, n. 26 - Testo vigente

Capitolo 9: rendiconto economico 2013

COMPOSIZIONE DEL COMITATO

Presidente (dall'1 gennaio 2013 al 16 dicembre 2013):
Manuela GHILLINO

Presidente (dal 17 dicembre 2013):
Enrica FERRI

Componenti (dall'1 gennaio 2013 al 16 dicembre 2013):
Daniele AMEDEO
Massimo BOCCARELLA
Renato PATACCHINI
Carmine SCIULLI

Componenti (dall'17 dicembre 2013):
Bruno BASCHIERA
Guido DOSIO
Barbara GRANGE

STRUTTURA OPERATIVA CORECOM

Responsabile/Conciliatore:
Francesco CIAVATTONE

Sportello Conciliazioni:
Veronica TREVISAN
Responsabile istruttoria/Conciliatore

Katia CAPUZZO
Segreteria

Monitoraggio, Vigilanza e Funzioni proprie:
Francesco ADAMI

CoReCom Valle d'Aosta
Castello di Montfleury
Via Piccolo San Bernardo, 39 - AOSTA

Segreteria Comitato e Struttura operativa
Tel. (+39) 0165/52.62.88

Sportello Conciliazioni
Tel. (+39) 0165/52.62.93
Fax: (+39) 0165/52.62.85
www.corecomvda.it
info@corecomvda.it

Chapitre 4: Tentative de conciliation en cas de litige entre les exploitants de services de télécommunications et les utilisateurs valdôtains - Rapport 2013

Chapitre 5: Activités déléguées

Chapitre 6: Par condicio

Chapitre 7: Statistiques

Chapitre 8: Loi régionale n° 26 du 4 septembre 2001 - Texte en vigueur

Chapitre 9: Comptes 2013

COMPOSITION DU COMITE

Présidente (du 1^{er} janvier au 16 décembre 2013):
Manuela GHILLINO

Présidente (à compter du 17 décembre 2013):
Enrica FERRI

Membres (du 1^{er} janvier au 16 décembre 2013):
Daniele AMEDEO
Massimo BOCCARELLA
Renato PATACCHINI
Carmine SCIULLI

Membres (à compter du 17 décembre 2013):
Bruno BASCHIERA
Guido DOSIO
Barbara GRANGE

STRUCTURE OPERATIONNELLE DU CORECOM

Responsable/Conciliateur:
Francesco CIAVATTONE

Guichet des conciliations:
Veronica TREVISAN
Responsable de l'instruction/Conciliateur

Katia CAPUZZO
Secrétariat

Suivi, surveillance et fonctions propres:
Francesco ADAMI

CORECOM Vallée d'Aoste
Château de Montfleury
39, rue du Petit-Saint-Bernard - AOSTE

Secrétariat et Structure opérationnelle
téléphone: +39 0165 52 62 88

Guichet des conciliations
téléphone: +39 0165 52 62 93
Télécopieur: +39 0165 52 62 85
www.corecomvda.it
info@corecomvda.it

PEC:
corecomvda@legalmail.it

Orario di apertura al pubblico:
martedì dalle ore 9.00 alle 12.00

Premessa

La presente Relazione annuale fa riferimento all'attività svolta nel corso del 2013 e che pertanto non ha coinvolto il Comitato attualmente in carica essendosi quest'ultimo insediato il 17 dicembre.

Pertanto i contenuti sono stati assemblati per la maggior parte degli argomenti tramite l'ausilio dei supporti documentali a disposizione del nuovo Comitato con l'essenziale contributo della Struttura di supporto per le parti di competenza e per l'adempimento, che oggi compete invece a questo Comitato, nei termini previsti dalla legge istitutiva del CoReCom.

CAPITOLO 1 FUNZIONI PROPRIE

Francesco CIAVATTONI
Responsabile struttura operativa CORECOM Valle d'Aosta

- Fondi pubblici per la pubblicità istituzionale (Art. 12, comma 1, lettera a), punto 4) l.r. n. 26/2001)

Il Corecom:

4) monitorizza l'utilizzazione dei fondi per la pubblicità degli enti pubblici di cui all'articolo 41 del d.lgs. 177/2005, presentando rapporti periodici;

* * *

Decreto Legislativo 31 luglio 2005, n. 177
Testo unico per la radiotelevisione

Art. 41

(Destinazione della pubblicità di amministrazioni ed enti pubblici)

1. Le somme che le amministrazioni pubbliche o gli enti pubblici anche economici destinano, per fini di comunicazione istituzionale, all'acquisto di spazi sui mezzi di comunicazione di massa, devono risultare complessivamente impegnate, sulla competenza di ciascun esercizio finanziario, per almeno il 15 per cento a favore dell'emittenza privata televisiva locale e radiofonica locale operante nei territori dei Paesi membri dell'Unione europea e per almeno il 50 per cento a favore dei giornali quotidiani e periodici.
2. Le somme di cui al comma 1 sono quelle destinate alle spese per acquisto di spazi pubblicitari, esclusi gli oneri relativi alla loro realizzazione.
3. Le amministrazioni pubbliche e gli enti pubblici anche economici sono tenuti a dare comunicazione all'Autorità delle somme

Courriel électronique certifié:
corecomvda@legalmail.it

Horaires d'ouverture au public:
le mardi, de 9 h à 12 h.

Preamble

Le présent rapport porte sur l'activité exercée en 2013, qui n'a pas concerné le Comité actuel, étant donné que ce dernier ne s'est installé que le 17 décembre.

Pour la plupart des thèmes, le présent rapport a donc été rédigé sur la base de la documentation disponible et grâce au concours essentiel de la Structure opérationnelle, pour les parties qui la concernent, ce qui a permis au Comité d'accomplir les tâches de son ressort dans les délais prévus par la loi qui l'a créé.

CHAPITRE PREMIER FONCTIONS PROPRES

Francesco CIAVATTONI
Responsable de la structure opérationnelle du CORECOM
Vallée d'Aoste

- Fonds publics pour la publicité institutionnelle (Art. 12, comma 1, lettre a), point 4) l.r. n. 26/2001)

impegnate per l'acquisto, ai fini di pubblicità istituzionale, di spazi sui mezzi di comunicazione di massa. L'Autorità, anche attraverso i Comitati regionali per le comunicazioni, vigila sulla diffusione della comunicazione pubblica a carattere pubblicitario sui diversi mezzi di comunicazione di massa. Ai fini dell'attuazione delle disposizioni di cui ai commi 1 e 2 nonché al presente comma, le amministrazioni pubbliche o gli enti pubblici anche economici nominano un responsabile del procedimento che, in caso di mancata osservanza delle disposizioni stesse e salvo il caso di non attuazione per motivi a lui non imputabili, è soggetto alla sanzione amministrativa del pagamento di una somma da un minimo di 1.040 euro a un massimo di 5.200 euro. Competente all'accertamento, alla contestazione e all'applicazione della sanzione è l'Autorità. Si applicano le disposizioni contenute nel Capo I, sezioni I e II, della legge 24 novembre 1981, n. 689.

4. Nella fase di transizione alla trasmissione in tecnica digitale devono inoltre risultare complessivamente impegnate, sulla competenza di ciascun esercizio finanziario, per almeno il 60 per cento a favore dei giornali quotidiani e periodici le somme che le amministrazioni pubbliche o gli enti pubblici anche economici destinano singolarmente, per fini di comunicazione istituzionale, all'acquisto di spazi sui mezzi di comunicazione di massa.
5. Le Regioni, nell'ambito della propria autonomia finanziaria, possono prevedere quote diverse da quelle indicate ai commi 1 e 4.

Rispetto a quanto previsto dalla sopracitata norma, la struttura operativa del CoReCom ha effettuato una serie di controlli "a campione" i cui esiti non hanno evidenziato violazioni delle soprariportate disposizioni legislative.

- I Programmi dell'accesso 2013

Alla struttura operativa del Comitato compete l'attività di istruzione e gestione dell'accesso, previsto per soggetti aventi diritto, alle trasmissioni radiofoniche e televisive dell'emittenza pubblica (legge 14 aprile 1975 n.103).

Questa tipologia di programmazione, attuata in collaborazione con la sede regionale della concessionaria del servizio pubblico radiotelevisivo, permette ad alcune categorie di associazioni e movimenti elencati nell'articolo 6 della l. n. 103/1975 di proporre delle trasmissioni radiotelevisive, attuate in forma autonoma o con la collaborazione gratuita della RAI, con durata massima di cinque minuti che illustrino programmi, progetti o tipologia della propria attività.

La richiesta deve essere inoltrata al CoReCom, tramite la compilazione di una domanda reperibile presso la sede del Comitato o dal sito internet www.corecomvda.it nella sezione "Programmi dell'accesso".

Il piano annuale 2013 ha visto la partecipazione di 10 soggetti.

- Graduatoria per l'erogazione dei contributi alle emittenti televisive locali ex D.M: 292/2004.

Il decreto ministeriale 5 novembre 2004, n. 292, istitutivo del Regolamento recante nuove norme per la concessione alle emittenti televisive locali dei benefici statali previsti dall'articolo 45, comma 3, della Legge 23 dicembre 1998, n. 448 e successive modifiche ed integrazioni, dispone che il CoReCom dopo aver accertato l'effettiva sussistenza dei requisiti per beneficiare del contributo predisponga la relativa graduatoria sulla base della quale il Ministero dello Sviluppo Economico – Dipartimento delle Comunicazioni provvede

Compte tenu des dispositions susmentionnées, la Structure opérationnelle du CORECOM a lancé une série de contrôles par échantillonnage dont les résultats ne font apparaître aucune violation des dispositions en cause.

- Émissions autogérées 2013.

Il revient à la structure opérationnelle du Comité d'instruire et de gérer les demandes d'accès aux émissions de la radio et de la télévision publiques, accès prévu pour les ayants droit par la loi n° 103 du 14 avril 1975.

Ce type de programmation, aménagée en collaboration avec le centre régional de la société concessionnaire du service public de radiotélévision, permet aux associations et aux mouvements énumérés à l'art. 6 de la loi n° 103/1975 de proposer des émissions radiotélévisées d'une durée maximale de cinq minutes réalisées, d'une manière autonome ou avec la collaboration gratuite de la Rai, pour illustrer leurs programmes, projets ou activités.

La demande y afférente, adressée au CORECOM, doit être établie sur le formulaire disponible au siège du Comité et sur le site internet www.corecomvda.it, dans la page «Programmi dell'accesso».

Le plan annuel 2013 a vu la participation de 10 ayants droit.

- Classement aux fins du versement des subventions aux chaînes de télévision locales éligibles au sens du DM n° 292/2004.

Au sens du décret ministériel n° 292 du 5 novembre 2004 (Règlement portant nouvelles dispositions pour l'octroi aux chaînes de télévision locales des subventions de l'État prévues par le troisième alinéa de l'art. 45 de la loi n° 448 du 23 décembre 1998 modifiée et complétée), le CORECOM, après avoir vérifié le respect des conditions requises pour l'accès aux dites subventions, établit un classement sur la base duquel le Département des communications du Ministère du développement économique pourvoit à verser les

ad erogare le somme alle singole emittenti in ragione di una ripartizione che prevede 1/5 del contributo totale suddiviso in parti uguali tra tutti gli aventi diritto e i 4/5 sulla base delle graduatorie disposte da ciascun CoReCom attraverso la valutazione del fatturato ottenuto con la sola attività televisiva e del personale impiegato nella suddetta attività.

Nello specifico quindi le modalità di intervento del CoReCom si articolano nell'attribuzione, ottenibile tramite l'utilizzo di formule matematiche, di un punteggio a ciascuna emittente regionale avente diritto, considerando i dati che si riferiscono al fatturato medio dell'ultimo triennio, all'entità numerica e alla tipologia professionale del personale impiegato. Sulla base dell'istruttoria predisposta dalla Struttura operativa, il Comitato è quindi in grado di assumere una deliberazione che approva la graduatoria per cui, espletati i successivi controlli, a seguito della trasmissione degli atti al Ministero dello Sviluppo Economico (che eroga materialmente il contributo), le emittenti collocate utilmente possono fruire del sostegno economico annuale.

La graduatoria delle emittenti aventi diritto, dopo le verifiche sopracitate, assume la connotazione definitiva e il CoReCom provvede quindi alla pubblicazione ufficiale sul proprio sito istituzionale.

Per quanto riguarda i contributi 2012 la graduatoria è pubblicata sul sito istituzionale del CoReCom mentre, per quanto riguarda l'anno 2013, poiché il relativo bando è stato pubblicato il 26 agosto 2013, gli esiti della relativa istruttoria saranno oggetto di un capitolo nella prossima relazione annuale del Comitato.

- Gestione del Registro Regionale delle Imprese di Comunicazione (RRIC)

Le risultanze di questa attività sono consultabili sul sito internet del CoReCom – www.corecomvda.it – alla pagina «Registro regionale delle imprese di comunicazione».

CAPITOLO 2 IL MONITORAGGIO DELLE PROGRAMMAZIONI TELEVISIVE

Il Comitato, considerato che uno dei suoi compiti istituzionali oltre alla verifica del rispetto delle norme in materia di comunicazione politica e istituzionale nel corso delle competizioni elettorali è il monitoraggio relativo al pluralismo politico dei partiti e movimenti politici presenti in Consiglio regionali, ha attivato, in collaborazione con l'Osservatorio di Pavia, un'analisi della programmazione trasmessa dalle emittenti locali nel periodo 25 novembre 2012/24 febbraio 2013 che ha peraltro anche compreso la campagna elettorale per le Elezioni politiche 2013.

sommes dues aux différentes chaînes. Et ce, selon une répartition qui prévoit qu'un cinquième des ressources disponibles soit réparti en parts égales entre tous les ayants droit et que les quatre cinquièmes restants soient répartis sur la base des classements dressés par les différents CORECOM en fonction du chiffre d'affaires desdites chaînes issu uniquement de l'activité de télévision et des personnels utilisés dans le cadre de celle-ci.

En particulier, le CORECOM attribue des points à chaque chaîne régionale ayant droit aux subventions en cause, et ce, par l'application de formules mathématiques et compte tenu du chiffre d'affaires moyen réalisé au titre des trois dernières années, ainsi que du nombre et du profil professionnel des personnels employés. Ensuite, sur la base de l'instruction effectuée par la Structure opérationnelle, le Comité approuve, par délibération, le classement en cause. Après la réalisation des contrôles nécessaires et la transmission des actes y afférents au Ministère du développement économique (qui verse matériellement les sommes), les chaînes figurant audit classement peuvent bénéficier des subventions annuelles en cause.

À la suite des contrôles susmentionnés, le classement des chaînes ayant droit aux aides dévient définitif et le CORECOM pourvoit à sa publication officielle sur son site institutionnel.

Pour ce qui est des subventions 2012, le classement est publié sur le site institutionnel du Comité. Pour ce qui est des subventions 2013, l'avis y afférent n'ayant été publié que le 26 août 2013, les résultats de l'instruction feront l'objet d'un chapitre ad hoc du prochain rapport annuel du Comité.

- Tenue du Registre régional des entreprises de communication (RRIC).

Le fruit de cette activité peut être consulté sur le site internet du CORECOM www.corecomvda.it, dans la page «Registro regionale delle imprese di comunicazione».

CHAPITRE 2 SUIVI DES EMISSIONS DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION

Étant donné que l'une de ses tâches institutionnelles pendant les compétitions électorales, en sus du contrôle du respect des dispositions en matière de communication politique et institutionnelle, est le suivi du pluralisme politique dans les services de radio et de télévision, pour ce qui est des partis et des mouvements politiques présents au Conseil régional, le Comité a mis en place, en collaboration avec l'Osservatorio di Pavia, un suivi des émissions diffusées par les chaînes locales entre le 25 novembre 2012 et le 24 février 2013, période au cours de laquelle s'est déroulée la campagne électorale pour les élections politiques de 2013.

Nel corso della campagna elettorale per il rinnovo del Consiglio regionale, sempre in collaborazione con l'Osservatorio di Pavia, è stato attivato il monitoraggio sulla par condicio rispetto alle trasmissioni di informazione delle emittenti locali e della concessionaria del servizio pubblico RAI 3. La struttura operativa del CoReCom ha oltremodo monitorato, nell'ambito dell'analisi del pluralismo politico delle forze politiche presenti in Consiglio regionale, il periodo 2/8 dicembre 2013 in occasione della settimana di adunanza consiliare per l'approvazione del bilancio della Regione.

La normativa che regola la comunicazione al di fuori dei periodi elettorali ovvero la delibera AGCOM n. 200/00/CSP: "Disposizioni di attuazione della disciplina in materia di comunicazione politica e di parità di accesso ai mezzi di informazione nei periodi non elettorali" rafforzata nelle successive disposizioni AGCOM n. 22/06/CSP e 22/07/CSP prevede che nelle trasmissioni di comunicazione politica, nell'ambito di cicli trimestrali di programmazione, vi sia una sostanziale parità di accesso tra partiti e movimenti. In questa categoria non sono compresi i notiziari e i telegiornali in quanto – per ovvie ragioni – non possono essere attuati principi di parità dato che la redazione di questi ultimi è incentrata sugli eventi che accadono giornalmente oltre che in tempi assai ridotti rispetto ad una tribuna politica o un generico programma di comunicazione.

Per l'esercizio di questa importante funzione rimane essenziale la condizione che vi sia del personale dedicato e formato vista la delicatezza del compito e la norma della legge istitutiva del CoReCom, recentemente rafforzata da una mozione approvata all'unanimità dal Consiglio regionale, che richiede al CoReCom un costante monitoraggio del pluralismo politico sia per quanto riguarda le emittenti radiotelevisive locali che la concessionaria del servizio pubblico.

Tutti i report di analisi dei sopraccitati monitoraggi sono consultabili sul sito del CoReCom nella pagina dedicata.

CAPITOLO 3
L'ALTRA COMUNICAZIONE
25 GENNAIO 2013:
LA TELEVISIONE CHE VORREI...

Relatore: Giulio BASE

La televisione e la carta stampata alimentano, animano e influenzano continuamente la vita intellettuale, affettiva e sociale della collettività. I "protagonisti" che utilizzano questi svariati sistemi di comunicazione sono spesso artefici di una forte influenza su tutti e in particolare sui giovani, che attingono elementi importanti per costruire la propria identità e la propria visione del mondo, i propri modelli di comporta-

Pendant la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil régional, le Comité a mis en place, en collaboration toujours avec l'Osservatorio di Pavia, un suivi de la par condicio dans le cadre des émissions d'information diffusées par les chaînes locales et par la société concessionnaire du service public de radiotélévision (RAI 3). Par ailleurs, la Structure opérationnelle du Comité a suivi avec une attention particulière, dans le cadre de l'analyse du pluralisme dans les services de radio et de télévision valdôtains, la session du Conseil allant du 2 au 8 décembre 2013, consacrée à l'approbation du budget régional.

Les dispositions qui régissent la communication en dehors des périodes électorales, à savoir la délibération de l'AGCOM (Autorité de régulation des communications) n° 200/00/CSP (Dispositions d'application de la réglementation en matière de communication politique et d'égalité d'accès aux médias en dehors des périodes électorales), renforcées par les dispositions des délibérations de l'AGCOM n° 22/06/CSP et n° 22/07/CSP, prévoient que, dans le cadre des cycles trimestriels de programmation, les émissions de communication politique assurent une égalité d'accès aux partis et aux mouvements. Cette catégorie d'émissions ne comprend pas les journaux radiophoniques et télévisés, car il s'avère impossible, pour des raisons évidentes, d'appliquer le principe de l'égalité, la rédaction desdits journaux étant axée sur les faits qui se produisent chaque jour et les délais de réalisation étant plus courts que ceux prévus pour une tribune politique ou une émission générale de communication.

Aux fins de l'exercice de cette importante fonction de contrôle, la présence de personnels dédiés à cette tâche et dûment formés est essentielle, en raison de la nature délicate de celle-ci et compte tenu des dispositions de la loi portant création du CORECOM, récemment renforcée par une motion approuvée à l'unanimité par le Conseil régional qui demande au Comité de suivre constamment le pluralisme politique, pour ce qui est des émissions tant des chaînes locales que de la société concessionnaire du service public.

Les résultats des suivis susmentionnés peuvent être consultés sur le site institutionnel du CORECOM, dans la page prévue à cet effet.

CHAPITRE 3
«L'ALTRA COMUNICAZIONE»
25 JANVIER 2013 :
«LA TELEVISIONE CHE VORREI...»

Rapporteur: Giulio BASE

La télévision et la presse écrite alimentent, animent et influencent sans arrêt la vie intellectuelle, affective et sociale de la collectivité. Les «protagonistes» qui utilisent les différents systèmes de communication ont très souvent une grande influence notamment sur les jeunes, qui tirent de ces systèmes des éléments importants pour bâtir leur identité, leur vision du monde, leurs propres modèles de comporte-

mento sociale piuttosto che la rappresentazione della società in generale.

In quest'ottica, il Comitato Regionale per le Comunicazioni della Valle d'Aosta, a partire dal 2005, ha deliberato di promuovere una serie di Conferenze tematiche aventi come comune denominatore alcuni dei molteplici mezzi e/o tipologie di "comunicazione", la cui espressione passa anche attraverso la carta stampata e/o la televisione (vd. ad es: Fumetto, Cinema, Teatro, Letteratura, Musica, Pubblicità, Fotografia ecc.), proprio per sensibilizzare l'opinione pubblica, attraverso l'esperienza di grandi professionisti, sulla necessità di meglio conoscere e valutare tutti gli aspetti oggetto di informazione.

Nel corso degli anni sono state organizzate le seguenti Conferenze:

- 1) Disegnare la comunicazione: il Fumetto – Aosta 22 aprile 2005 – Relatore: Alfredo CASTELLI, creatore e sceneggiatore di "Martin Mystère";
- 2) Arte, Letteratura e Comunicazione - Aosta 15 dicembre 2005 – Relatore: Vittorio SGARBI;
- 3) Pensieri e Parole: incontro con un Maestro – Aosta 16 novembre 2006 – Relatore: MOGOL.
- 4) Il Teatro: Comunicare tra finzione e rappresentazione della realtà - Aosta 10 dicembre 2007 – Relatore: Luca BARBARESCHI;
- 5) Il Cinema: un Sogno per comunicare Realtà – Aosta 11 dicembre 2008 – Relatore: Michele PLACIDO
- 6) La comunicazione scientifica: Raccontare la scienza – Aosta 13 dicembre 2009 – Relatore: Piergiorgio ODIFREDDI
- 7) La comunicazione del quotidiano – Aosta 19 gennaio 2011 – Relatore: Beppe SEVERGNINI.

Il Relatore della serata organizzata in data 25 gennaio 2013 sul tema "La televisione che vorrei.." è stato Giulio Base regista e attore è nato a Torino che, dopo essersi diplomato alla Bottega Teatrale di Firenze diretta da Vittorio Gassman, ha anche conseguito due lauree: una in Lettere e Filosofia alla Sapienza di Roma, l'altra in Teologia presso l'Istitutum Patristicum Augustinianum di Città del Vaticano. Dopo alcune esperienze positive come attore cinematografico e televisivo raggiunge la notorietà nel 1994 quando cura la regia di "Poliziotti" (con Michele Placido e Kim Rossi Stuart) in cui emerge l'influenza della cinematografia americana per il ritmo che viene impresso alla pellicola. Dopo i film cult "Lest" e "Lovest" e "L'inchiesta" remake dell'omonima pellicola del 1968 di Damiano Damiani, con un cast che comprende attori del calibro di Murray J. Abraham, Max Von Sydow e Daniele Liotti, Base intraprende la strada della regia nelle fiction Tv tra cui "Padre Pio – Tra cielo e terra"

ment social et leur représentation de la société en général.

Dans cette optique, en 2005, le Comité a délibéré de promouvoir une série de conférences thématiques ayant comme dénominateur commun quelques-uns des multiples moyens et/ou types de « communication » (par exemple : bande dessinée, cinéma, théâtre, littérature, musique, publicité, photographie, etc.) passant, entre autres, par la presse écrite et/ou par la télévision, pour sensibiliser l'opinion publique à la nécessité de mieux connaître et évaluer tous les aspects faisant l'objet de l'information, et ce, grâce à l'expérience de professionnels de haut niveau.

Au cours des années, les conférences suivantes ont été organisées :

- 1) «Disegnare la comunicazione : il Fumetto» – Aoste, 22 avril 2005 – Rapporteur: Alfredo CASTELLI, créateur et scénariste de Martin Mystère ;
- 2) «Arte, Letteratura e Comunicazione» – Aoste, 15 décembre 2005 – Rapporteur: Vittorio SGARBI ;
- 3) «Pensieri e Parole: incontro con un Maestro» – Aoste, 16 novembre 2006 – Rapporteur: MOGOL
- 4) «Il Teatro: Comunicare tra finzione e rappresentazione della realtà» – Aoste, 10 décembre 2007 – Rapporteur: Luca BARBARESCHI ;
- 5) «Il Cinema: un Sogno per comunicare Realtà» – Aoste, 11 décembre 2008 – Rapporteur: Michele PLACIDO ;
- 6) «La comunicazione scientifica: Raccontare la scienza» – Aoste, 13 décembre 2009 – Rapporteur: Piergiorgio ODIFREDDI ;
- 7) «La comunicazione del quotidiano» – Aoste, 19 janvier 2011 – Rapporteur: Beppe SEVERGNINI.

Le rapporteur de la soirée organisée le 25 janvier 2013 sur le thème «La televisione che vorrei...» a été Giulio Base, metteur en scène et acteur. Né à Turin, il s'est diplômé à la Bottega Teatrale de Florence, dirigée par Vittorio Gassman, et a ensuite obtenu deux licences, l'une en lettres et philosophie, à l'université La Sapienza de Rome, et l'autre en théologie, à l'Istitutum Patristicum Augustinianum de la Cité du Vatican. Après quelques expériences positives comme acteur de cinéma et de télévision, il devient célèbre en 1994 lorsqu'il met en scène Poliziotti (avec Michele Placido et Kim Rossi Stuart), film dont le rythme laisse deviner l'influence de la cinématographie américaine. Après les trois films Lest, Lovest et L'inchiesta, remake du film de Damiano Damiani de 1968, dont le casting comprend des acteurs du calibre de Murrey J. Abraham, Max Von Sydow et Daniele Liotti, Giulio Base entreprend le chemin de la mise en scène de fictions télévisées telle que Padre Pio – Tra cielo e terra,

interpretato ancora da Michele Placido, "Maria Goretti" e "Non ho l'età". Giulio Base ha inoltre interpretato e diretto numerose puntate della fiction "Don Matteo" (dalla 4° serie in poi) con Terence Hill protagonista anche della successiva serie di "Doc West" oltre a "Tutti pazzi per amore 2" mentre nel 2011 ha realizzato il remake de "La donna della domenica" tratto dal famoso romanzo di Fruttero e Lucentini.

CAPITOLO 4
ATTIVITÀ DELEGATE IL TENTATIVO
DI CONCILIAZIONE NELLE CONTROVERSIE
TRA GESTORI DI SERVIZI
DI TELECOMUNICAZIONI
ED UTENTI IN VALLE D'AOSTA
RAPPORTO 2013

Francesco CIAVATTONI
Responsabile struttura operativa corecom Valle d'Aosta/conciliatore

Dal 1° gennaio 2004, il CoReCom Valle d'Aosta esercita alcune funzioni delegate in materia di comunicazione così come previsto dalla convenzione firmata dai Presidenti dell'AGCOM (Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni), della Regione Valle d'Aosta e del CoReCom ai sensi della legge n. 249/1997 e della legge regionale n. 26/2001.

Tra queste la più importante dal punto di vista del servizio al cittadino e dell'impegno in risorse umane ed economiche è il "tentativo obbligatorio di conciliazione nelle controversie tra gestori di servizi di telecomunicazioni ed utenti".

Questa attività rientra in quella forma di risoluzione stragiudiziale, da tempo diffusa nei paesi anglosassoni, delle controversie che, sotto la sigla ADR (Alternative Dispute Resolution), qualifica il procedimento attraverso cui un terzo (il Conciliatore) aiuta le parti, tramite la sua funzione di mediatore, a comporre una lite.

Diversamente da altri casi, nelle controversie tra utenti e gestori di servizi di telecomunicazioni, l'esperimento del tentativo di conciliazione presso il CoReCom è obbligatorio prima di poter ricorrere alla giustizia ordinaria; proprio in virtù di questa obbligatorietà, il legislatore ha disposto che il tentativo di conciliazione presso il CoReCom sia totalmente gratuito.

Sul sito internet del CoReCom Valle d'Aosta www.corecomvda.it, nella sezione "Controversie/Conciliazioni", sono reperibili la normativa, la modulistica e le nozioni necessarie per una completa informazione su questo importante istituto giuridico.

N.B.: Per favorire una consultazione più funzionale, la divisione in paragrafi segue il testo della Delibera 173/07/CONS - Allegato A - concernente: Regolamento in materia di procedure di risoluzione delle controversie tra operatori di comunicazioni elettroniche ed utenti.

interprétée, une fois de plus, par Michele Placido, Maria Goretti et Non ho l'età. Giulio Base a par ailleurs interprété et dirigé de nombreux épisodes de Don Matteo (à partir de la 4^e saison), avec Terence Hill, protagoniste également de la série Doc West, et de Tutti pazzi per amore 2. Enfin, en 2011, il a réalisé le remake de La donna della domenica, tiré du célèbre roman de Fruttero et Lucentini.

CHAPITRE 4
ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES TENTATIVE
DE CONCILIATION EN CAS DE LITIGE ENTRE
LES EXPLOITANTS DE SERVICES
DE TELECOMMUNICATIONS
ET LES UTILISATEURS VALDOTAINS
RAPPORT 2013

Francesco CIAVATTONI
Responsable de la structure opérationnelle du corecom Vallée d'Aoste/conciliateur

Aux termes de la convention signée par les présidents de l'AGCOM, de la Région autonome Vallée d'Aoste et du CORECOM au sens de la loi n° 249/1997 et de la loi régionale n° 26/2001, le CORECOM Vallée d'Aoste exerce, à compter du 1^{er} janvier 2004, des fonctions déléguées en matière de communication.

Parmi ces dernières, la plus importante du point de vue du service au citoyen et de l'engagement de ressources humaines et économiques, est la tentative obligatoire de conciliation en cas de litige entre les exploitants de services de télécommunications et les utilisateurs.

Il s'agit là d'une procédure de résolution extrajudiciaire des litiges connue depuis longtemps dans les pays anglosaxons sous le sigle ADR (Alternative Dispute Resolution), dans le cadre de laquelle un tiers (le conciliateur) aide les parties, de par sa fonction de médiateur, à régler un litige.

En cas de litiges entre utilisateurs et exploitants de services de télécommunications, la tentative de conciliation auprès du CORECOM est obligatoire et doit précéder tout recours à la justice ordinaire; c'est précisément en vertu de ce caractère obligatoire que le législateur a fixé la gratuité des tentatives de conciliation auprès du CORECOM.

La législation en la matière, les formulaires et les notions nécessaires à une information complète sur cet important outil juridique sont disponibles dans la page Controversie/Conciliazioni du site internet du CORECOM Vallée d'Aoste (www.corecomvda.it).

N.B.: Dans les paragraphes qui suivent, par souci de clarté, notre analyse s'inspire de l'organisation du texte de l'annexe A de la délibération de l'AGCOM n° 173/07/CONS relative au règlement en matière de procédure de résolution des litiges entre opérateurs de communications électroniques et utilisateurs.

§ 1

Articolo 2
Ambito di applicazione

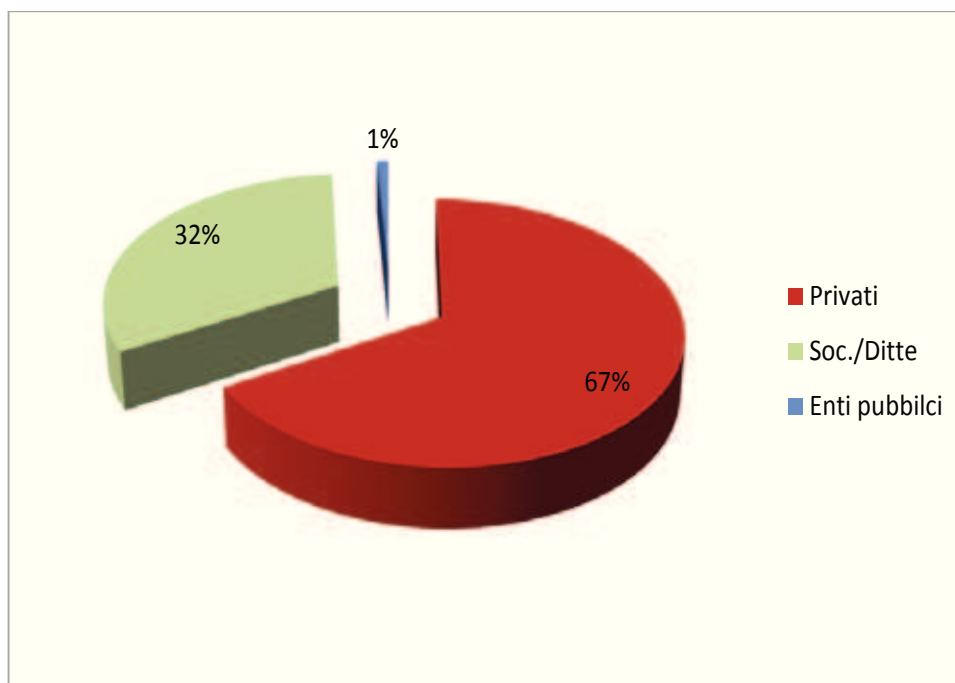
1. ... sono rimesse alla competenza dell'Autorità le controversie in materia di comunicazioni elettroniche tra utenti finali ed operatori, inerenti al mancato rispetto delle disposizioni relative al servizio universale ed ai diritti degli utenti finali stabilite dalle norme legislative, dalle delibere dell'Autorità, dalle condizioni contrattuali e dalle carte dei servizi.

All'articolo 1 dell'Allegato A al Regolamento, l'utente è così definito: ogni persona fisica o giuridica che utilizza o chiede di utilizzare un servizio di comunicazione elettronica accessibile al pubblico.

Vediamo dunque il grafico relativo alla tipologia di utenti che hanno usufruito del servizio di conciliazione presso il CoReCom:

À l'art. 1^{er} de l'annexe A du règlement en cause, l'utilisateur est défini comme suit: «*ogni persona fisica o giuridica che utilizza o chiede di utilizzare un servizio di comunicazione elettronica accessibile al pubblico*».

Voyons donc le graphique relatif à la typologie d'utilisateurs ayant fait appel au service de conciliation du CORE-COM:



Possiamo notare che la maggioranza degli utenti sono privati cittadini (+ 2% rispetto al 2012) anche se la vastità di offerte nella telefonia mobile e fissa sta coinvolgendo sempre di più le ditte, le aziende, le attività professionali e gli enti pubblici territoriali in particolare quelle che, per numero di dipendenti, hanno sovente necessità di abbinare telefonia fissa, utilizzo di internet e cellulari cosiddetti "aziendali".

Corre l'obbligo di ricordare che gli utenti di qualsiasi tipologia possono presenziare da soli alle udienze senza quindi l'obbligo di essere assistiti da un legale piuttosto che da un'associazione dei consumatori.

Nel caso intendano essere rappresentati da questi soggetti in nessun caso le eventuali spese sostenute possono essere oggetto di rimborso nell'ambito del procedimento conciliativo.

Nous pouvons remarquer que la majorité des utilisateurs sont des particuliers (+ 2 % par rapport à 2012), même si les nombreuses offres de téléphonie mobile et fixe ont de plus en plus pour cible les sociétés, les entreprises, les professionnels et les collectivités locales, notamment celles et ceux qui, du fait du nombre de leurs personnels, ont souvent la nécessité d'associer téléphonie fixe, accès internet et téléphone portable d'entreprise.

Il est indispensable de rappeler que les utilisateurs de toutes les typologies de service peuvent participer seuls aux séances, sans devoir être assistés ni par un avocat ni par une association de consommateurs.

S'ils entendent être représentés par lesdits acteurs, en aucun cas les frais éventuellement supportés peuvent faire l'objet d'un remboursement dans le cadre de la procédure de conciliation.

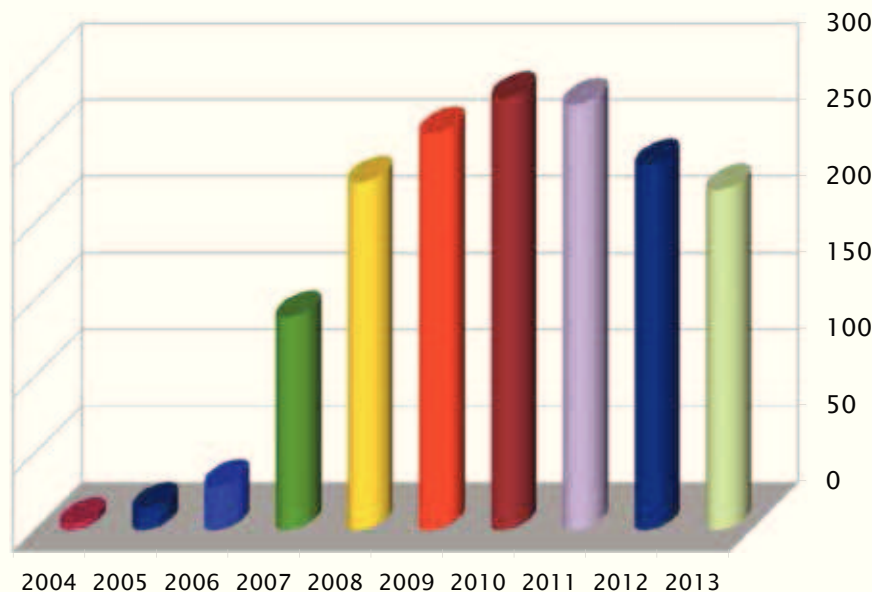
Nel corso del 2013 sono state inoltrate allo Sportello conciliazioni 222 istanze (-16 rispetto al 2012) con un numero di udienze pari a 249. Naturalmente nel computo sono comprese anche le ultime istanze presentate nel mese di dicembre 2012, che sono state discusse nel corso del mese di gennaio 2013.

Nel grafico sottostante viene rappresentato il numero di istanze presentate dal 2004 al 2013.

En 2013, le Guichet des conciliations a reçu 222 demandes de conciliation (- 16 par rapport à 2012), pour 249 séances. La différence entre le nombre de demandes et le nombre de séances dépend naturellement du fait que les dernières demandes présentées en décembre 2012 ont fait l'objet de séances qui se sont tenues à partir du mois de janvier 2013.

Le graphique ci-après montre la progression du nombre de demandes de conciliation de 2004 à 2013.

Istanze presentate 2004_2013



Un altro ottimo risultato raggiunto nel corso del 2013 riguarda la durata del procedimento conciliativo.

Facendo seguito a quanto già verificatosi nei due anni precedenti ad una sostanziale stabilizzazione numerica delle istanze presentate rispetto all'anno precedente non è corrisposto un aumento della durata media del procedimento.

Infatti, a fronte della norma che prevede la chiusura del procedimento relativo al tentativo obbligatorio di conciliazione in 30 giorni dalla presentazione dell'istanza (e ciò per permettere a chi volesse immediatamente adire alla via giudiziale di considerare esperimento il tentativo), pur con le note carenze di personale della Struttura operativa, grazie all'ottimo lavoro svolto dallo Sportello di conciliazione e alla collaborazione nella gestione delle pratiche avviata con i maggiori operatori della telefonia, nel corso del 2013 il dato medio per il completamento del procedimento amministrativo è di 43 gg.¹

Vediamo nel grafico successivo la rappresentazione di questi dati dal 2004 al 2013:

Un excellent résultat a été obtenu en 2013 en ce qui concerne la durée de la procédure de conciliation.

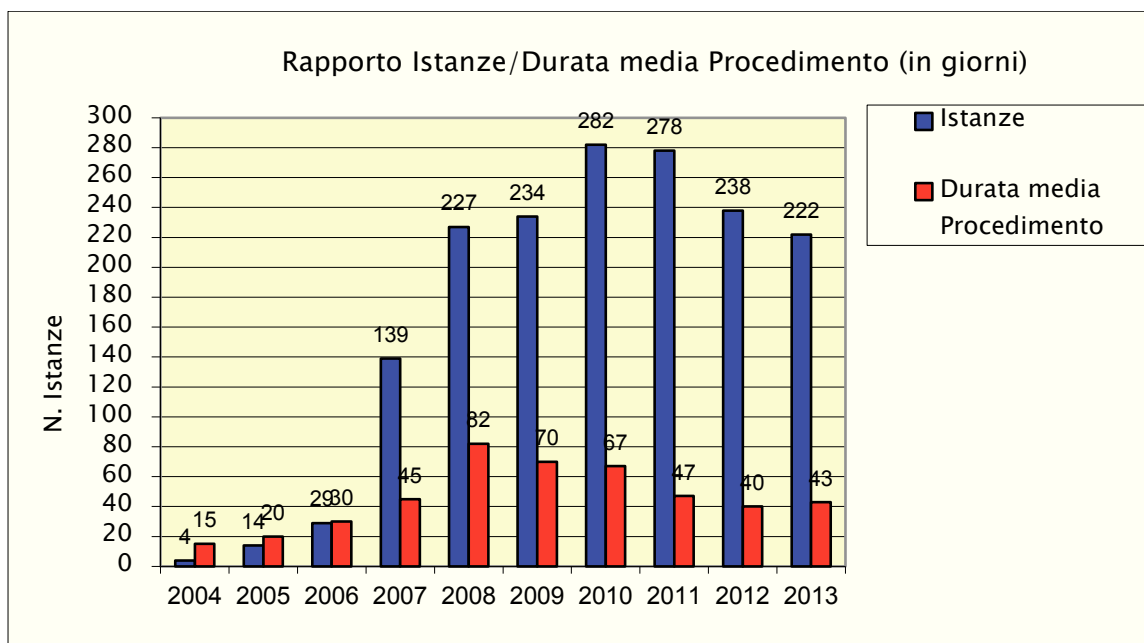
Tout comme au cours des deux dernières années, la stabilisation du nombre des demandes présentées par rapport à l'année précédente ne correspond pas à une augmentation de la durée moyenne de la procédure.

En effet, si, d'une part, la disposition prévoit la fermeture de la procédure relative à la tentative obligatoire de conciliation dans les 30 jours qui suivent la présentation de la demande y afférente (et cela pour permettre aux personnes qui souhaitent recourir immédiatement à la voie judiciaire de considérer que la tentative a été effectuée), de l'autre, malgré la carence en personnel de la Structure opérationnelle, l'excellent travail du Guichet de conciliation et la collaboration dans la gestion des dossiers mise en place avec les principaux opérateurs de téléphonie, nous ont permis, en 2013, de limiter à 43 jours¹ la durée moyenne globale de la procédure.

Le graphique ci-après représente l'évolution des données susdites de 2004 à 2013 :

¹ Nel conteggio sono computate anche le udienze rinviate su richiesta motivata delle parti e il periodo di chiusura delle aziende telefoniche dall'1 al 31 agosto.

¹ Dans le calcul sont également prises en compte les séances renvoyées sur demande des parties et la période de fermeture (du 1^{er} au 31 août) des sociétés de téléphonie.



Questo importante risultato raggiunto, nonostante il consistente numero di istanze, va ascritto al grande impegno personale di tutta la struttura oltre che all'elevato livello di professionalità raggiunta che permette di gestire al meglio ogni fase del procedimento nel delicato rapporto tra i vari soggetti del "sistema" conciliazioni.

A questo proposito corre l'obbligo di sottolineare ancora una volta che la situazione di precarietà del personale impiegato (con contratto a tempo determinato) implica un frequente turn over che non permette una stabilizzazione dei dipendenti applicati a tali mansioni.

Poiché è del tutto evidente che il lavoro da svolgere, essendo estremamente specifico, è molto diverso dalla maggioranza dei posti in Amministrazione regionale (vd. conoscenza approfondita delle norme e degli aspetti tecnici in materia di telecomunicazioni, continuo contatto con il pubblico, con le associazioni dei consumatori, studi legali e con gli uffici legali dei gestori ecc.) ne consegue che cambiando continuamente il personale destinato a tali funzioni è necessario prevedere un percorso di formazione dei nuovi assunti senza peraltro poter rallentare le attività istituzionali connesse allo svolgimento delle funzioni del CoReCom.

Cet important résultat a pu être obtenu, malgré le nombre élevé de demandes, grâce au grand engagement des personnels de toute la structure et au très haut niveau de professionnalisme de ces derniers, qui permet de gérer au mieux chaque phase de la procédure, compte tenu du délicat rapport entre les différents acteurs du « système » des conciliations.

À ce propos, il convient de souligner encore une fois que le changement fréquent des personnels affectés à ladite procédure, qui sont recrutés sous contrat à durée déterminée, en empêche la stabilisation.

Vu qu'il est évident que le travail à faire, extrêmement spécifique, est très différent par rapport à celui effectué par la majorité des bureaux de l'Administration régionale (par exemple, il est nécessaire de connaître d'une manière approfondie la législation en matière de télécommunications et les aspects techniques y afférents ainsi que d'avoir un contact continu avec le public, les associations des consommateurs, les cabinets d'avocats, les services légaux des exploitants, etc.), il en découle qu'à chaque fois que le personnel affecté à ces fonctions change, un parcours de formation des nouveaux recrutés doit être entrepris, sans par ailleurs pouvoir ralentir les activités institutionnelles liées aux fonctions du CORECOM.

§ 2

Articolo 5

Provvedimenti temporanei in materia di sospensione del servizio

1. Fermo restando l'obbligo di informare l'utente con congruo preavviso, l'operatore, salvi i casi di frode, di ripetuti ritardi di pagamento o di ripetuti mancati pagamenti e per quanto tecnicamente fattibile, può disporre la sospensione del servizio solo con riferimento al servizio interessato dal mancato pagamento.

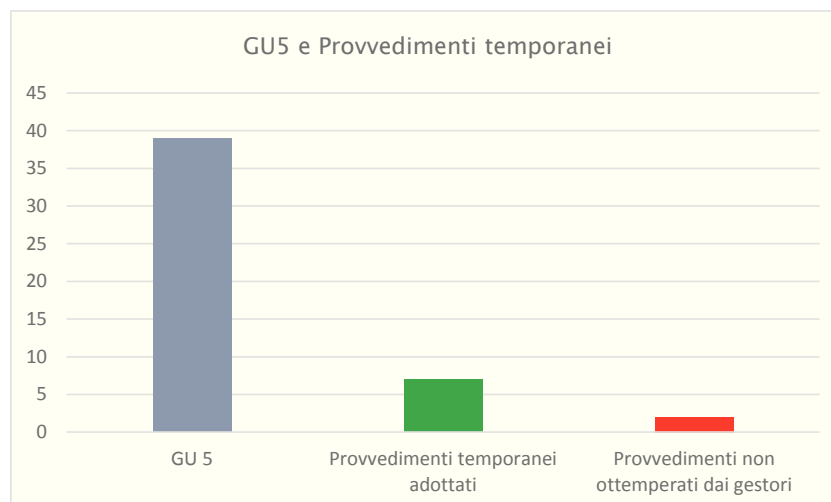
2. ...omissis...
3. L'utente, contestualmente alla proposizione dell'istanza per l'esperimento del tentativo di conciliazione ai sensi dell'articolo 3, comma 1, ovvero nel corso della relativa procedura, può chiedere al Co.re.com l'adozione di provvedimenti temporanei diretti a garantire la continuità dell'erogazione del servizio o a far cessare forme di abuso o di scorretto funzionamento da parte dell'operatore sino al termine della procedura conciliativa, ai sensi dell'articolo 2, comma 20, lettera e) della legge 14 novembre 1995, n. 481.
4. ...omissis...
5. ...omissis...
6. ...omissis...
7. Il Co.re.com, entro dieci giorni dal ricevimento della richiesta, con atto motivato, adotta un provvedimento temporaneo, ovvero rigetta la richiesta, inviando copia della decisione alle parti.
8. Nel corso del procedimento possono essere richiesti atti ed informazioni anche ad operatori terzi che risultino coinvolti nella controversia. Nel caso in cui risulti che la sospensione o l'abuso dipendano dal comportamento di un operatore diverso da quello citato nell'istanza, il Co.re.com può estendere, su impulso dell'utente, il procedimento nei confronti del suddetto operatore, applicando i commi 6 e seguenti del presente articolo.
9. I provvedimenti adottati a norma del presente articolo devono essere eseguiti entro il termine da essi indicato. In caso di inottemperanza il Co.re.com competente ne informa tempestivamente la Direzione. Il contravventore è punito ai sensi dell'art. 1 comma 31 della Legge.

Il procedimento amministrativo relativo ai provvedimenti temporanei, tecnicamente denominati GU5 (dal nome del relativo modulo da compilare a cura dell'utente), sono di fatto suddivisi in due distinte fasi: la prima è sostanzialmente una richiesta di chiarimenti che il CoReCom inoltra al gestore sulla base di un'istruttoria preventiva di ammissibilità della domanda pervenuta dal ricorrente; la seconda fase (il provvedimento vero e proprio), nel caso in cui il gestore non abbia provveduto alla riattivazione del servizio, ha una valenza di tipo ordinatorio quando, sulla base di una mancata o insufficiente motivazione, viene imposto un termine molto breve per la riattivazione del servizio sospeso o la cessazione dell'abuso.

La tabella successiva riporta i dati dei GU5 presentati nel 2013 e i relativi esiti:

La procédure administrative relative aux actes temporaires, techniquement dénommés GU5 (du nom du formulaire que les utilisateurs doivent remplir), comprend deux phases distinctes: la première est substantiellement une demande d'éclaircissements que le CORECOM adresse à l'exploitant sur la base d'une instruction préalable d'admissibilité de la demande déposée; la deuxième phase (l'acte véritable), dans le cas où l'exploitant n'aurait pas procédé à la réactivation du service, a la valeur d'un ordre et impose, en l'absence de motivation ou en cas de motivation insuffisante, un délai très court pour la réactivation du service suspendu ou la cessation de l'abus.

Le tableau ci-après indique les données des GU5 présentés en 2013 et les résultats y afférents :



Rispetto al 2012 abbiamo un aumento (+5) delle richieste di intervento da parte degli utenti rispetto a presunti abusi o comportamenti scorretti posti in essere dai gestori, una diminuzione dei provvedimenti emessi dal CoReCom (-2) e una conferma numerica rispetto ai quelli non ottemperati dalle compagnie telefoniche che, come prevede la norma, sono stati trasferiti all'AGCOM per gli eventuali esiti di loro competenza.

Peraltro, la procedura legata all'istruttoria del formulario GU5, come precisata dal sopracitato art. 5 della delibera AGCOM 173/07/CONS, prevede una tempistica di dieci giorni per la conclusione del procedimento, legata ovviamente alla natura d'urgenza del provvedimento, che può valere ancora oggi per le sospensioni della linea o dei servizi in ragione di problemi amministrativi (ad es.: mancato pagamento di fatture con conseguente disattivazione della linea e successiva richiesta di ripristino). Questa tipologia di disagio tuttavia rappresenta oramai meno del 5% della casistica per cui viene richiesto l'intervento del CoReCom.

Invero oggi siamo di fronte a problematiche tecnicamente più complesse derivanti dalla migrazione delle linee o dei servizi tra un operatore e l'altro, dall'attivazione di servizi mai richiesti, dall'esercizio del diritto di recesso con conseguente rientro con l'operatore di telefonia precedente ecc. il tutto risulta essere ancora più complicato se i ricorrenti sono una ditta, una società di servizi o un esercizio commerciale che subiscono ingenti danni economici dall'assenza per lunghi periodi della linea telefonica piuttosto che del collegamento in internet.

Concludendo si sottolinea comunque ancora una volta come il metodo adottato dall'Ufficio CoReCom di mettere a disposizione settimanalmente ai gestori per il tramite delle cartelle informatiche virtuali le istanze giacenti (dunque in largo anticipo rispetto alla convocazione dell'udienza) permette comunque di mantenere contenuto il numero di GU5 in corso di procedimento.

Par rapport à 2012, les demandes d'intervention relatives à des prétendus abus ou à des comportements incorrects des exploitants ont augmenté (+ 5), l'ensemble des actes du CORECOM a diminué (- 2) et le nombre d'actes que les opérateurs de téléphonie n'ont pas respectés et qui ont été transmis, aux termes de la loi, à l'AGCOM, aux fins de l'accomplissement des obligations qui incombent à celle-ci, demeure inchangé.

Par ailleurs, comme le précise l'art. 5 de la délibération de l'AGCOM n° 173/07/CONS, la procédure d'instruction du formulaire GU5 doit se conclure dans un délai de dix jours, compte tenu de l'urgence de l'acte à adopter, par exemple dans les cas de suspension d'une ligne ou d'un service pour des raisons administratives (par exemple, non-paiement d'une facture avec suspension de la ligne et demande de rétablissement de celle-ci). Ce type d'inconvénient représente, cependant, moins de 5 p. 100 des cas pour lesquels l'intervention du CORECOM est demandée.

À vrai dire, les problèmes que nous sommes appelés à résoudre sont techniquement plus complexes et dérivent de la migration des lignes ou des services d'un opérateur à l'autre, de l'activation d'un service jamais demandé, de l'exercice du droit de résiliation du contrat et de retour à l'opérateur de téléphonie précédent, etc. Les questions s'avèrent encore plus compliquées lorsque les plaideurs sont des entreprises, des sociétés de services ou des fonds de commerce qui subissent d'importants dommages économiques à cause de l'indisponibilité, pendant de longues périodes, d'une ligne téléphonique ou d'une liaison internet.

Enfin, il y a lieu de souligner une fois de plus que la communication que le bureau du CORECOM effectue chaque semaine (et donc amplement à l'avance par rapport à la convocation des séances de conciliation) pour informer les exploitants des dossiers ouverts permet de limiter le nombre de GU5 en cours de traitement.

§ 3

Articolo 12 *Esito della conciliazione*

1. Se la conciliazione ha esito positivo, è redatto un verbale in cui si indicano i punti controversi e si dà atto dell'accordo, specificandone il contenuto.
2. Il verbale di conciliazione, sottoscritto, oltre che dalle parti, dal responsabile della procedura designato dal Co.re.com territorialmente competente, o dal suo delegato, che certifica l'autografia delle sottoscrizioni, costituisce titolo esecutivo ai sensi dell'articolo 2 comma 24, lettera b, della legge n. 481 del 1995.
3. Se in udienza non si raggiunge l'accordo, su tutti o alcuni dei punti controversi, il responsabile del procedimento redige un sintetico verbale in cui si annota esclusivamente che la controversia è stata sottoposta a tentativo di conciliazione con esito negativo. Nel processo verbale le parti possono indicare la soluzione parziale sulla quale concordano, ovvero le rispettive proposte di componimento.

4. Se uno o entrambe le parti non compaiono in udienza, il responsabile del procedimento dà atto nel verbale dell'esito negativo della procedura di conciliazione. Tuttavia, se l'assenza è dipesa da giustificati motivi prontamente comunicati, il responsabile del procedimento fissa una nuova udienza, dandone comunicazioni alle parti.

Nel corso del 2013 i verbali di accordo sono stati 31 ai quali bisogna aggiungere i 134 accordi transattivi pre-udienza intervenuti tra le parti su impulso del CoReCom per un totale esiti positivi pari a 165 (i dati comprendono anche le istanze del 2012 convocate in udienza nel mese di gennaio 2013).

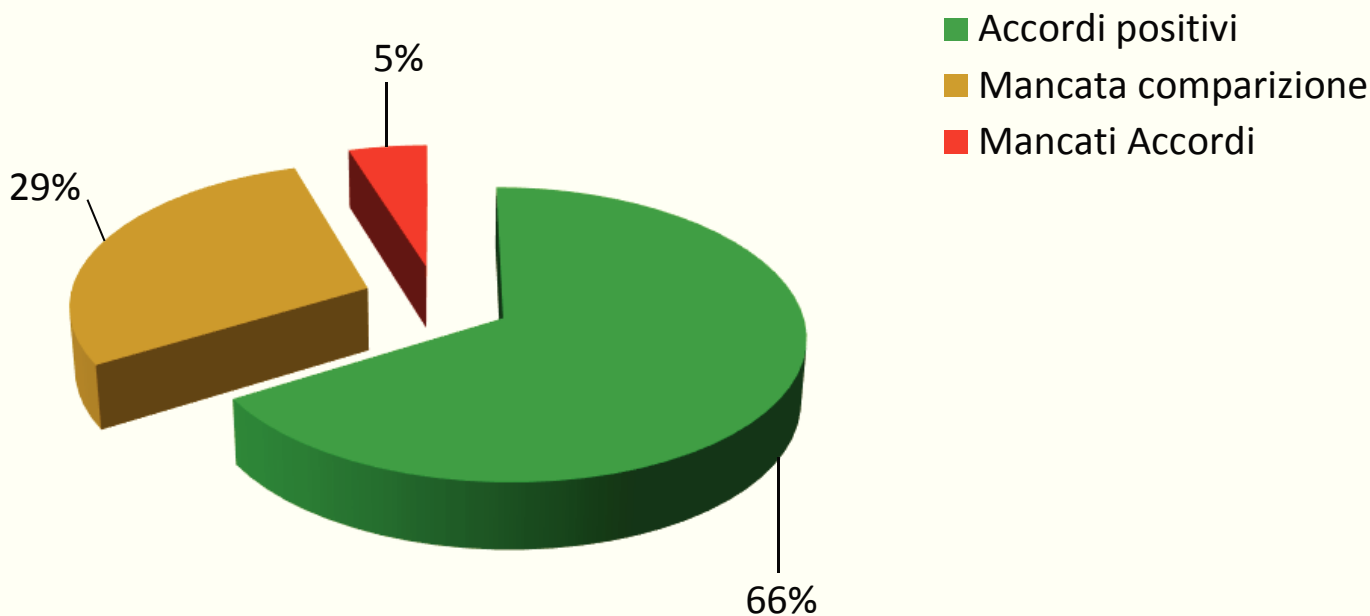
I verbali negativi ammontano a 12 (+ 2 rispetto al 2012) mentre i mancati accordi per assenza della controparte sono 72².

Vediamo nel grafico successivo i dati complessivi delle istanze presentate riferiti alle udienze 2013:

Les procès-verbaux de conciliation dressés en 2013 sont 31, auxquels il faut ajouter les 134 accords transactionnels conclus préalablement entre les parties à l'incitation du CORECOM, pour un total de 165 résultats positifs (ces données prennent également en compte les demandes présentées en 2012, mais ayant fait l'objet de séances qui se sont tenues au mois de janvier 2013).

Les procès-verbaux de non-conciliation s'élèvent à 12 (+ 2 par rapport à 2012), alors que les accords n'ayant pu être conclus du fait de l'absence de la contrep partie sont 72².

Le graphique ci-après montre les données globales des résultats des séances de 2013 :

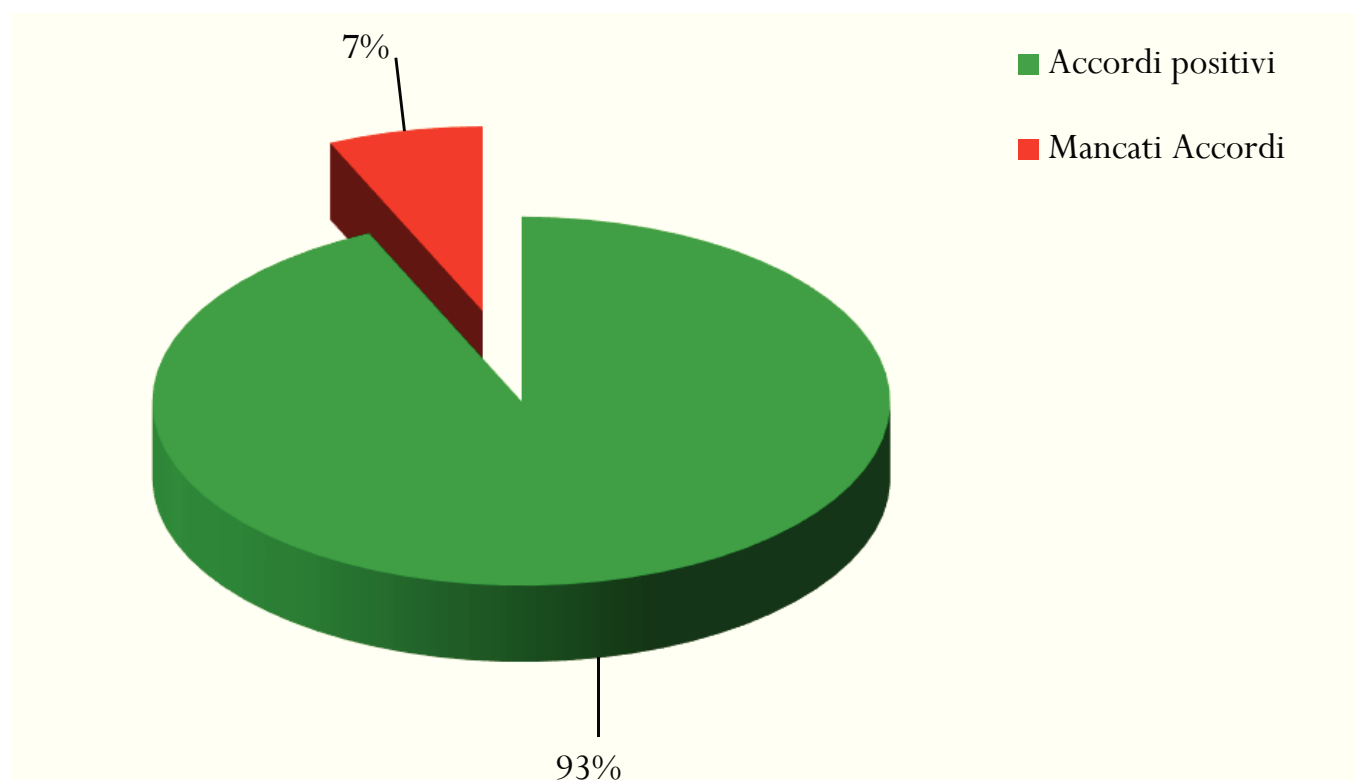


La percentuale del 29% riferita alla mancata comparizione del gestore telefonico, considerata la non obbligatorietà della partecipazione alla conciliazione, è un dato che sostanzialmente conferma l'esito del 2012. Se teniamo conto invece delle udienze effettivamente svolte (vd. grafico successivo) la percentuale di accordo raggiunto pari al 93% assegna un primato difficilmente eguagliabile per qualsiasi altro ente pubblico che si occupa di risoluzione di conflitti tra utenti e gestori di servizi destinati alla comunità.

Le pourcentage concernant les séances de conciliation où les parties ont été absentes (29 %) – ce qui est leur faculté, la participation aux séances n'étant pas obligatoire – confirme substantiellement le pourcentage de 2012. Par contre, si l'on considère le nombre des séances qui ont effectivement eu lieu (voir le graphique ci-après), le pourcentage des accords conclus (93 %) représente un record qui peut difficilement être atteint par un quelconque autre organisme public chargé de la solution de litiges entre utilisateurs et gestionnaires de services destinés à la communauté.

² Il dato si riferisce alla mancata partecipazione del gestore convocato in udienza.

² Ce nombre se réfère à l'absence des gestionnaires convoqués aux séances.



Tenuto conto della statistica possiamo quindi affermare, senza poter essere smentiti, che la conciliazione funziona e risolve i problemi degli utenti in modo assai rapido senza gravare, oltremodo, sulla giustizia ordinaria.

Per il raggiungimento di questi obiettivi oltre alla professionalità e competenza dello sportello conciliazioni, molto importante è stata anche la procedura rapida ed efficace di gestione delle pratiche conciliative – messa a punto dalla struttura operativa del CoReCom Valle d'Aosta – con la quale interagiscono i gestori operanti sul nostro mercato.

Infatti – praticamente in tempo reale – ogni istanza depositata dai ricorrenti presso lo Sportello conciliazioni viene messa a disposizione del gestore tramite l'inserimento della stessa in una cartella virtuale collocata all'interno del sistema informatico così che ogni operatore può, tramite un accesso con login e password dedicata, consultare la pratica ed estrarre la documentazione necessaria. In tal modo avendo immediata contezza di un'istanza:

- Si evitano, nel rispetto dell'art. 5 della Delib. 173/07/CONS e succ. mod., alcuni casi di indebita sospensione delle linee telefoniche in attesa di giungere in udienza;
- Si accelera ulteriormente la procedura conciliativa in quanto i gestori possono eventualmente contattare con anticipo gli utenti e proporre una soluzione in tempi brevi rispetto alla convocazione dell'udienza.

Compte tenu des statistiques, nous pouvons donc affirmer, sans crainte d'être démentis, que la procédure de conciliation est efficace et qu'elle permet de résoudre les problèmes des utilisateurs de manière rapide et sans peser sur la justice ordinaire.

Ces objectifs ont pu être atteints grâce au professionnalisme et à la compétence du personnel du Guichet des conciliations, ainsi qu'à la procédure rapide et efficace de gestion des dossiers qui a été mise au point par la Structure opérationnelle du Comité et qui permet aux gestionnaires œuvrant sur notre marché d'interagir.

En effet, en temps quasi réel, toute demande déposée par un utilisateur au Guichet des conciliations est insérée dans le système informatique, dans un dossier virtuel prévu à cet effet auquel l'opérateur concerné peut accéder au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe pour consulter et télécharger la documentation nécessaire. Une prise de connaissance aussi rapide des demandes permet :

- d'éviter, dans le respect de l'art. 5 de la délibération de l'AGCOM n° 173/07/CONS modifiée, un certain nombre de cas de suspension abusive de la ligne téléphonique dans l'attente de la séance de conciliation ;
- d'accélérer davantage la procédure de conciliation car les exploitants peuvent éventuellement contacter à l'avance les utilisateurs et leur proposer une solution dans de brefs délais, avant même la date de convocation de la séance.

Anche la successiva gestione degli esiti delle udienze è completamente gestita in modo informatico per cui i gestori che non partecipano alle udienze sono in grado di visionare i verbali di mancata comparizione il giorno stesso dell'avvenuta convocazione.

Questa procedura ha oltremodo garantito il rispetto delle normative sull'eliminazione del documento cartaceo nella PA consentendo, di conseguenza, un notevole risparmio economico.

§ 4

Partecipazione alle udienze

Per quanto concerne la partecipazione alle udienze, se escludiamo la costante presenza di Telecom Italia, H3G e BT Italia (in audioconferenza), Vodafone e Opitel/Tele Tu (per il tramite delle proposte pre-udienza) si conferma per l'ennesimo anno la tendenza di altri gestori a non presenziare. Si registrano dati negativi con Tiscali, Mediaset Premium e Sky Italia (dove le mancate comparizioni sono la regola). Per gli altri gestori di servizi, le poche istanze pervenute, non possono essere oggetto di statistiche significative.

Dal punto di vista delle innovazioni regolamentari inserite nella deliberazione AGCOM 173/07/CONS per migliorare la possibilità di partecipazione dei gestori alle udienze in particolare nelle Regioni di confine o con un numero basso di istanze, resta ancora marginale l'utilizzo dell'audioconferenza che, per quanto riguarda il CoreCom Valle d'Aosta è attualmente utilizzata solo da BT Italia.

Sull'insieme delle udienze si evidenzia una conferma rispetto all'anno precedente per quanto riguarda il numero di ricorsi presentati contro i gestori Telecom Italia, Vodafone e BT Italia, un consistente aumento delle istanze contro Fastweb (+15 rispetto al 2012) e Sky e un significativo calo che riguarda H3G mentre gli altri gestori confermano con leggere variazioni percentuali i dati dello scorso anno.

§ 5

A) TIPOLOGIA DELLE ISTANZE

TIPOLOGIA	%
Mancata o parziale fornitura del servizio	18%
Interruzione o sospensione di servizi	17%
Ritardo nella fornitura di servizi	5%

La gestion des résultats des tentatives de conciliation étant, elle aussi, complètement informatisée, les gestionnaires qui ne participent pas à une séance sont en mesure de consulter le procès-verbal de non-parution le jour même de celle-ci.

Cette procédure nous a permis, par ailleurs, de respecter les dispositions en matière d'élimination des documents papier dans l'administration publique et de faire ainsi des économies considérables.

§ 4

Participation aux séances de conciliation

En ce qui concerne la participation aux séances de conciliation, si nous excluons la présence constante de Telecom Italia, H3G, BT Italia (en audioconférence), Vodafone et Opitel/Tele Tu (par le biais des accords transactionnels), nous confirmons pour la énième année la tendance des autres exploitants à ne pas être présents. Aucun résultat n'a été obtenu avec Tiscali, Mediaset Premium et Sky Italia (pour qui la non-participation aux séances est la règle). Pour ce qui est des autres exploitants de services, le peu de demandes déposées ne permet pas d'établir des statistiques significatives.

Du point de vue des nouveautés réglementaires prévues par la délibération de l'AGCOM n° 173/07/CONS pour faire augmenter la participation des gestionnaires aux séances, notamment dans les régions de frontière et dans les régions où le nombre de demandes est limité, le recours à l'audioconférence est peu fréquent et, en ce qui concerne le CORECOM Vallée d'Aoste, ce moyen n'est utilisé que par BT Italia.

L'on remarquera, sur l'ensemble des demandes, une confirmation, par rapport à l'année dernière, du nombre des litiges concernant Telecom Italia, Vodafone et BT Italia, une nette augmentation des litiges concernant Fastweb (+ 15 par rapport à 2012) et Sky et une diminution considérable des litiges concernant H3G, alors que les données de l'année dernière relatives aux autres exploitants sont confirmées, avec quelques petites modifications des pourcentages.

§ 5

A) TYPOLOGIE DES DEMANDES

TYPLOGIE	%
Non-fourniture ou fourniture partielle du service	18
Interruption ou suspension du service	17
Retard dans la fourniture du service	5

Fornitura di servizi non richiesti	7%
Modifiche contrattuali	4%
Fatturazione/addebiti non giustificati	33%
Traffico non riconosciuto	2%
Mancata portabilità	4%
Trasparenza contrattuale	10%
TOT	100%

B) VALORE ECONOMICO MEDIO

Anno	Valore economico medio conciliazioni
2012	€ 558,00
2013	€ 656,00

Con riferimento ai dati riportati nella tabella A in aumento costante sono le problematiche che investono le piccole aziende, le ditte e le società operanti nel commercio. In particolare, le necessità che queste categorie d'impresa hanno nel lavoro quotidiano è quello di poter utilizzare connessioni rapide e sostanzialmente affidabili considerando che oramai una notevole fetta di mercato interagisce con il web, la mail ecc. per le ordinazioni piuttosto che i contatti di assistenza ecc.

In questi casi sovente si riscontrano anomalie sia nella gestione tecnica delle linee ADSL (distacchi temporanei per guasti, mancato raggiungimento di uno standard accettabile di velocità della linea ecc..) sia in quella contrattuale (ad es.: offerte vantaggiose proposte da agenti commerciali poi non attuate nel loro complesso) il che comporta sovente uno spostamento di questi utenti da un gestore all'altro il tutto condito da problemi di penali, costi dell'operatore e richieste di danni sopravvenuti fino al compimento della number portability che elevano sicuramente il livello di difficoltà relativo alla ricerca dell'accordo in sede conciliativa.

Per concludere è utile riportare anche il dato economico complessivo 2013 pari a € 102.336,00 derivante dalle somme riconosciute e corrisposte dai gestori della telefonia agli utenti valdostani che hanno raggiunto un accordo in conciliazione tramite indennizzi, rimborsi, storni di fatture ecc.

Fourniture de services non requis	7
Modifications contractuelles	4
Facturations injustifiées	33
Volume de trafic téléphonique non reconnu	2
Portabilité non effectuée	4
Transparence contractuelle	10
TOTAL	100

B) VALEUR ECONOMIQUE MOYENNE

Année	Valeur économique moyenne des conciliations
2012	€ 558,00
2013	€ 656,00

D'après les données visées au tableau A ci-dessus, les problèmes que rencontrent les petites entreprises et les sociétés commerciales ne cessent d'augmenter. Dans leur travail quotidien, ces types d'entreprises ont notamment besoin d'utiliser des connexions rapides et substantiellement fiables, étant donné qu'aujourd'hui une remarquable tranche de marché interagit via le web, le courriel, etc., entre autres pour les commandes ou pour les services d'assistance.

Dans ces cas, des anomalies se manifestent fréquemment tant dans la gestion technique des lignes ADSL (déconnexion temporaire en cas de panne, vitesse de connexion non acceptable, etc.) que dans la gestion contractuelle de celles-ci (par exemple: offres avantageuses proposées par des agents commerciaux et ensuite non totalement appliquées), ce qui entraîne souvent une migration des utilisateurs concernés d'un exploitant à un autre, ainsi que, jusqu'à l'achèvement de la procédure de portabilité du numéro, des pénalités, des coûts et des demandes d'indemnisation qui multiplient certainement les difficultés relatives à la recherche d'un accord au moment de la conciliation.

Il importe enfin d'indiquer le « volume d'affaires » traité globalement en 2013, qui s'élève à 102 336,00 euros et comprend les sommes consenties et versées par les opérateurs de téléphonie sous forme d'indemnisations, de remboursements, d'annulation de factures, etc. aux utilisateurs valdôtains qui sont parvenus à un accord pendant la procédure de conciliation.

CAPITOLO 5
ALTRE ATTIVITÀ DELEGATE

Diritto di rettifica/Sondaggi

Per quanto concerne il diritto di rettifica non vi sono state richieste di intervento da parte di utenti mentre, in ordine al rispetto della normativa in materia di pubblicazione e diffusione di sondaggi sui mezzi di comunicazione di massa, non sono state riscontrate violazioni a seguito di una costante verifica posta in essere dalla struttura operativa del CoReCom sia per quanto concerne i periodi elettorali relativi alle competizioni politiche e regionali sia nei controlli “a campione” attuati nel corso del 2013.

CAPITOLO 6
LA PAR CONDICIO

Nel corso del 2013 si sono tenuti in Valle d'Aosta due appuntamenti elettorali. Il primo è stato quello delle elezioni politiche (24/25 febbraio 2013), mentre il secondo, il 26 maggio, ha riguardato le elezioni per il rinnovo del Consiglio regionale.

Fermi restando i compiti di vigilanza ed istruttori sulle segnalazioni pervenute in relazione a presunte violazioni delle norme in materia di par condicio, il CoReCom ha successivamente provveduto al controllo degli introiti dichiarati dagli editori rispetto alla pubblicità elettorale pubblicata sulla carta stampata o mandata in onda dalle emittenti radiotelevisive locali.

CAPITOLO 7:
STATISTICA

Il Comitato ha effettuato n. 10 riunioni nelle seguenti date:

- 14 gennaio 2013; 29 gennaio 2013, 19 febbraio 2013, 18 marzo 2013, 8 maggio 2013, 12 giugno 2013, 4 luglio 2013, 30 luglio 2013, 12 agosto 2013, 16 dicembre 2013; nel corso delle quali state adottate n. 3 deliberazioni.

CHAPITRE 5
AUTRES ACTIVITES DELEGUEES

Droit de rectification/Sondages

Aucune demande tendant à l'exercice du droit de rectification n'a été présentée par les utilisateurs, et aucune violation du respect des règles en matière de publication et de diffusion de sondages sur les moyens de communication de masse n'a été constatée par la Structure opérationnelle ni pendant les contrôles en période électorale, ni pendant les contrôles par échantillonnage effectués en 2013.

CHAPITRE 6
PAR CONDICIO

Au cours de 2013, deux rendez-vous électoraux ont eu lieu en Vallée d'Aoste: les élections politiques, les 24 et 25 février, et les élections pour le renouvellement du Conseil régional, le 26 mai.

En sus de l'exercice de ses fonctions de contrôle et d'inspection des dossiers relatifs aux cas de violation présumée des dispositions en matière de par condicio, le CORECOM a procédé au contrôle des recettes que les éditeurs ont déclaré avoir tiré des publicités électorales publiées sur la presse écrite ou diffusées par les chaînes locales.

CHAPITRE 7
STATISTIQUES

En 2013, le Comité s'est réuni dix fois, aux dates ci-après:

- 14 janvier; 29 janvier, 19 février, 18 mars, 8 mai, 12 juin, 4 juillet, 30 juillet, 12 août et 16 décembre, et a adopté, au cours de ces séances, trois délibérations.

capitolo 8: legge regionale 4 settembre 2001, n. 26

Istituzione, organizzazione e funzionamento del Comitato Regionale per le Comunicazioni (Co.Re.Com.). Abrogazione della legge regionale 27 dicembre 1991, n. 85.

(Testo vigente con le modifiche apportate dalle Leggi Regionali L.R. 18 gennaio 2007, n. 1, L.R. 1° agosto 2011, n. 22 e L.R. 27 marzo 2012, n. 7)

Art. 1

(Oggetto)

1. In attuazione dell'articolo 1, comma 13, della legge 31 luglio 1997, n. 249 (Istituzione dell'Autorità per le garanzie nelle comunicazioni e norme sui sistemi delle telecomunicazioni e radiotelevisivo), è istituito presso il Consiglio regionale il Comitato Regionale per le Comunicazioni (Co.Re.Com.) della Valle d'Aosta, di seguito denominato Comitato, al fine di assicurare a livello regionale le necessarie funzioni di governo, di garanzia e di controllo in tema di comunicazioni.

Art. 2

(Natura)

1. Il Comitato, fermo restando il suo inserimento nell'organizzazione regionale, è organo funzionale dell'Autorità per le garanzie nelle comunicazioni, di seguito denominata Autorità.

2. Il Comitato svolge funzioni di garanzia, di consulenza, di supporto e di gestione per la Regione nell'esercizio delle funzioni ad essa spettanti, secondo le leggi statali e regionali, nel campo della comunicazione.

3. Il Comitato, oltre alle funzioni proprie ed alle funzioni delegate di cui agli articoli 12 e 13, svolge le attività affidategli da leggi o provvedimenti statali e regionali.

Art. 3

(Composizione e durata in carica)

1. Il Comitato è composto dal Presidente e da altri quattro componenti. I cinque componenti sono scelti tra persone che diano garanzia di assoluta indipendenza sia dal sistema politico istituzionale che dal sistema degli interessi di settore delle comunicazioni e che possiedano competenza ed esperienza comprovate nel settore della comunicazione nei suoi aspetti culturali, giuridici, economici e tecnologici.

2. Il Presidente del Comitato è eletto dal Consiglio regionale, a votazione segreta, a maggioranza dei due terzi dei consiglieri assegnati. Qualora, dopo due votazioni consecutive, nessun candidato raggiunga tale maggioranza, il Consiglio procede con ulteriore votazione da effettuarsi nella stessa seduta del Consiglio regionale e risulta eletto il candidato che riporta la maggioranza assoluta dei consiglieri assegnati.

3. Gli altri componenti del Comitato sono eletti dal Consiglio regionale, a votazione segreta, con voto limitato a tre nomi. In caso di parità è eletto

⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮

il più anziano di età. Almeno un componente deve essere espresso dalla minoranza.

4. I componenti del Comitato restano in carica cinque anni a decorrere dalla data dell'elezione e non sono immediatamente rieleggibili. Il divieto di immediata rielezione non si applica ai componenti del Comitato che abbiano svolto la loro funzione per un periodo di tempo inferiore a due anni e sei mesi. I componenti del Comitato continuano ad esercitare le loro funzioni fino al giorno antecedente l'insediamento dei successori, su convocazione del Presidente del Consiglio regionale.

5. In caso di morte, di dimissioni o di decadenza di un membro del Comitato, il Consiglio regionale procede all'elezione del sostituto, che resta in carica fino alla scadenza del Comitato. Alle elezioni per il rinnovo parziale del Comitato non si applica il metodo del voto limitato.

6. Nel caso in cui il Comitato si riduca a due componenti, si procede al rinnovo integrale del Comitato stesso.

7. Alle procedure di rinnovo integrale del Comitato si provvede entro sessanta giorni dalla scadenza ordinaria o dal verificarsi dell'ipotesi di cui al comma 6. Al rinnovo parziale del Comitato, in seguito a cessazione anticipata dalla carica di uno o due membri, si procede entro sessanta giorni dalla morte del componente o contestualmente alla presa d'atto delle dimissioni o alla deliberazione consiliare di decadenza del componente. In caso di dimissioni del Presidente del Comitato, si provvede alla sostituzione a norma del comma 2 nel termine di sessanta giorni.

8. Ai fini della nomina del Presidente del Comitato e degli altri componenti non si applica la legge regionale 10 aprile 1997, n. 11 (Disciplina delle nomine e delle designazioni di competenza regionale).

Art. 4

(Incompatibilità)

1. La carica di Presidente e quella di componente del Comitato sono incompatibili con le seguenti situazioni:

- a) membro del Parlamento europeo o del Parlamento nazionale;
- b) componente del Governo nazionale;
- c) presidente di Regione, componente di Giunta regionale, consigliere regionale;
- d) sindaco, presidente di amministrazione provinciale, assessore comunale o provinciale, consigliere comunale nei Comuni con popolazione superiore a 5.000 abitanti, consigliere provinciale, presidente di comunità montana;
- e) presidente, amministratore, componente di organi direttivi di enti pubblici anche non economici, o di società a prevalente capitale pubblico, nominati da organi governativi, regionali, provinciali o comunali;
- f) detentore di incarichi di direzione in partiti e movimenti politici;
- g) amministratore, dirigente, dipendente o socio di imprese pubbliche o private operanti nel settore radiotelevisivo o delle telecomunicazioni, della pubblicità, dell'editoria anche multimediale, della rilevazione dell'ascolto e del monitoraggio della programmazione, a livello sia nazionale sia locale;

h) titolare di rapporti di collaborazione o consulenza in atto con i soggetti di cui alla lettera g);

i) dipendente del comparto unico del pubblico impiego della Valle d'Aosta.
1bis. La rimozione delle cause di incompatibilità di cui al comma 1 ha luogo entro venti giorni dalla data di ricevimento della comunicazione, da parte del Presidente del Consiglio regionale, dell'elezione, pena la dichiarazione di decadenza del Presidente o del componente del Comitato da parte del Consiglio regionale.

2. Ciascun componente del Comitato è tenuto a comunicare tempestivamente al Presidente del Comitato ed al Presidente del Consiglio regionale il sopravvenire di situazioni che possano configurare cause di incompatibilità.

Art. 5 (Decadenza)

1. Il Presidente e gli altri componenti del Comitato decadono dall'incarico:
a) qualora non intervengano, senza giustificato motivo, a tre sedute consecutive ovvero ad un numero di sedute pari alla metà di quelle effettuate nell'anno solare;

b) qualora sopravvenga una causa di incompatibilità e l'interessato non provveda a rimuoverla;

c) qualora non intervengano alle sedute del Comitato, per motivi di salute, per un periodo superiore a sei mesi.

2. Il Presidente del Consiglio regionale procede, a norma del comma 3, alla contestazione delle cause di decadenza d'ufficio o su segnalazione del Presidente del Comitato, che è tenuto a comunicare gli eventi di cui al comma 1, lettere a) e c), nonché, se ne è a conoscenza, l'esistenza di altre cause di decadenza.

3. Il Presidente del Consiglio regionale, entro dieci giorni da quello in cui è venuto a conoscenza della causa di decadenza, la contesta per iscritto all'interessato, con invito a rimuoverla entro trenta giorni. L'interessato, entro trenta giorni dalla data della contestazione, può presentare osservazioni e controdeduzioni. Entro i successivi dieci giorni il Presidente del Consiglio regionale provvede all'archiviazione del procedimento qualora la causa di decadenza risulti insussistente o sia stata rimossa, ovvero propone al Consiglio regionale l'adozione del provvedimento di decadenza negli altri casi.

Art. 6 (Dimissioni)

1. Le dimissioni del presidente e dei componenti del Comitato sono presentate al Presidente del Consiglio regionale.

2. I componenti dimissionari continuano a svolgere le loro funzioni fino al giorno antecedente l'insediamento dei successori.

⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮

Art. 7

(Comunicazioni)

1. Il Presidente del Consiglio regionale comunica all'Autorità l'avvenuta elezione del Comitato e del suo Presidente, nonché le eventuali variazioni nella composizione del Comitato stesso.

Art. 8

(Funzioni del Presidente)

1. Il Presidente del Comitato:

- a) rappresenta il Comitato e cura l'esecuzione delle sue deliberazioni;
- b) convoca il Comitato, determina l'ordine del giorno delle sedute, le presiede, ne sottoscrive i verbali e le deliberazioni;
- c) cura i rapporti con gli organi regionali, con l'Autorità e con gli organi nazionali di coordinamento.

2. In caso di assenza o di impedimento del Presidente, le sue funzioni sono esercitate da un componente da lui delegato secondo un criterio di rotazione.

Art. 9

(Regolamento interno)

1. Entro tre mesi dalla data del suo insediamento, il Comitato adotta, con voto unanime, il regolamento interno che disciplina:

- a) l'organizzazione ed il funzionamento del Comitato, compresa la possibilità di delega di compiti preparatori ed istruttori ai singoli componenti;
- b) le modalità di consultazione dei soggetti esterni, pubblici e privati, operanti nei settori delle comunicazioni e dell'informazione.

2. Il Comitato approva altresì, con voto unanime, un codice etico volto a regolare la deontologia dei componenti, dei dipendenti e dei consulenti.

Art. 10

(Indennità di funzione e rimborsi)

1. Al Presidente e ai componenti del Comitato è attribuita una indennità mensile di funzione, per dodici mensilità, pari al:

- a) per il Presidente, venticinque per cento dell'indennità di carica mensile lorda spettante ai consiglieri regionali;
- b) per i componenti, sedici per cento dell'indennità di carica mensile lorda spettante ai consiglieri regionali.

2. Ai componenti del Comitato che non risiedono nel luogo di riunione del Comitato stesso è dovuto, per ogni giornata di seduta, il rimborso delle spese di viaggio nella misura prevista per i consiglieri regionali.

3. Ai componenti del Comitato, che su incarico del Comitato stesso si recano in località diverse da quella di residenza, è dovuto il trattamento economico di missione previsto per i consiglieri regionali.

3bis. L'Ufficio di Presidenza, sentite le esigenze del Comitato, stabilisce i criteri e le modalità per l'acquisizione di beni, servizi e supporti

funzionali all'esercizio delle attività dei componenti del Comitato, nonché per l'attivazione delle coperture assicurative, in misura comunque non superiore a quanto previsto per i consiglieri regionali.

Art. 11

(Modalità di esercizio delle funzioni)

1. Per lo svolgimento delle funzioni proprie o delegate di cui agli articoli 12 e 13 il Comitato dispone della struttura di supporto di cui all'articolo 16. Si avvale inoltre dell'Ispettorato territoriale del Ministero competente in materia di comunicazioni, ai sensi dell'articolo 13 del decreto legislativo 31 luglio 2005, n. 177 (Testo unico dei servizi di media audiovisivi e radiofonici).
2. Nell'esercizio delle funzioni delegate dall'Autorità, il Comitato può avvalersi di tutti gli organi periferici dell'amministrazione statale di cui può avvalersi l'Autorità.

Art. 12

(Funzioni proprie)

1. Il Comitato svolge le seguenti funzioni proprie:
 - a) funzioni di consulenza per il Consiglio e la Giunta regionale, in particolare:
 - 1) formula proposte di parere sullo schema di piano nazionale di assegnazione e di ripartizione delle frequenze trasmesso alla Regione ai sensi dell'articolo 1, comma 6, lettera a), nn. 1) e 2) della l. 249/1997, nonché sui bacini di utenza e sulla localizzazione dei relativi impianti;
 - 2) formula proposte di parere sul progetto di rete televisiva senza risorse pubblicitarie di cui all'articolo 3, comma 9, della l. 249/1997;
 - 3) su richiesta degli organi della Regione, cura analisi e ricerche a supporto dei provvedimenti che la Regione adotta per disporre agevolazioni a favore di emittenti radiotelevisive, di imprese di editoria locale e di comunicazioni operanti nella regione;
 - 4) monitorizza l'utilizzazione dei fondi per la pubblicità degli enti pubblici di cui all'articolo 41 del d.lgs. 177/2005, presentando rapporti periodici;
 - 5) su richiesta degli organi della Regione predispone pareri, analisi e ricerche specifiche a supporto dell'elaborazione di progetti di legge regionale relativi al settore delle comunicazioni;
 - 6) cura il monitoraggio e l'analisi delle programmazioni radiofoniche e televisive trasmesse in ambito locale, sia da parte di emittenti locali che di emittenti nazionali;
 - 6bis) monitorizza la presenza sui media locali delle forze politiche rappresentate in Consiglio regionale, ai sensi dell'articolo 18 della legge regionale 18 aprile 2008, n. 11 (Nuove disposizioni in materia di interventi a sostegno dell'informazione e dell'editoria locale);
 - 7) formula proposte in ordine a forme di collaborazione fra la concessionaria del servizio pubblico radiotelevisivo, la Regione e le istituzioni ed organismi culturali oppure operanti nel settore dell'informazione, nonché sui contenuti delle convenzioni che possono essere stipulate dalla Regione in ambito locale con i concessionari privati;

⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮

8) propone iniziative atte a stimolare e sviluppare la conoscenza, la formazione e la ricerca in materia di comunicazione radiotelevisiva e multimediale, anche tramite conferenze regionali sull'informazione e la comunicazione;

9) promuove iniziative per garantire la produzione, la ricezione e la trasmissione di programmi radiotelevisivi transfrontalieri e la collaborazione tra enti pubblici e società di gestione radiotelevisive a livello transfrontaliero;

10) cura ricerche e rilevazioni sull'assetto e sul contesto socio-economico delle imprese operanti a livello regionale nel settore delle comunicazioni, presentando rapporti agli organi della Regione;

11) attua idonee forme di consultazione, sulle materie di sua competenza, con la sede regionale della concessionaria del servizio pubblico radiotelevisivo, con le associazioni delle emittenti private, con l'Ordine dei giornalisti, con l'Associazione Stampa della Valle d'Aosta, con le associazioni degli utenti e dei consumatori, con la Commissione regionale per le pari opportunità, con gli organi dell'amministrazione scolastica e con gli altri eventuali soggetti collettivi interessati al settore delle comunicazioni;

b) funzioni gestionali:

1) collabora con l'Agenzia regionale per la protezione dell'ambiente (ARPA), mettendo a disposizione le informazioni e i dati di cui dispone, alla tenuta del catasto delle stazioni radioelettriche per radiotelecomunicazioni di cui all'articolo 16 della legge regionale 4 novembre 2005, n. 25 (Disciplina per l'installazione, la localizzazione e l'esercizio di stazioni radioelettriche e di strutture di radiotelecomunicazioni. Modificazioni alla legge regionale 6 aprile 1998, n. 11 (Normativa urbanistica e di pianificazione territoriale della Valle d'Aosta), e abrogazione della legge regionale 21 agosto 2000, n. 31);

2) regola l'accesso radiofonico e televisivo regionale di cui alla legge 14 aprile 1975, n. 103 (Nuove norme in materia di diffusione radiofonica e televisiva), come da ultimo modificata dal d.l. 15/1999, convertito dalla l. 78/1999;

3) cura la tenuta e l'aggiornamento del registro regionale delle imprese operanti nel settore delle comunicazioni;

c) funzioni di controllo:

1) collabora, mettendo a disposizione le informazioni e i dati di cui dispone, con l'ARPA e gli altri organismi a ciò preposti, alla vigilanza continua sul rispetto della normativa nazionale e regionale relativa ai limiti di esposizione alle radiofrequenze compatibili con la salute umana e verifica che tali limiti, anche per effetto congiunto di più emissioni elettromagnetiche, non vengano superati.

2. Il Comitato concorre alla tutela ed alla valorizzazione del particolarismo linguistico e culturale della Valle d'Aosta. Rappresenta all'Autorità la particolare situazione etno-linguistica della regione e la necessità del rispetto delle convenzioni tra la Regione, la sede regionale della

concessionaria del servizio pubblico radiotelevisivo e i concessionari privati per i programmi di diffusione regionale.

Art. 13

(Funzioni delegate)

1. Il Comitato esercita le funzioni di garanzia, di gestione e di controllo delegate dall'Autorità ai sensi dell'articolo 1, comma 13, della l. 249/1997 e del regolamento adottato dall'Autorità stessa in applicazione della medesima norma. Sono delegabili al Comitato, tutte le funzioni di governo, di garanzia e di controllo di rilevanza locale del sistema delle comunicazioni e che non pregiudichino la responsabilità generale assegnata in materia all'Autorità dalla l. 249/1997 e dalle disposizioni legislative vigenti in materia.

2. In particolare possono essere delegate al Comitato le seguenti funzioni previste dalla l. 249/1997:

a) funzioni consultive, in materia di:

1) adozione del regolamento per l'organizzazione e la tenuta del registro degli operatori di comunicazione, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera a), n. 5);

2) definizione dei criteri relativi alle tariffe massime per l'interconnessione e per l'accesso alle infrastrutture di telecomunicazione, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera a), n. 7);

3) emanazione delle direttive concernenti i livelli generali di qualità dei servizi e per l'adozione da parte di ciascun gestore di una Carta di servizio di standard minimi per ogni comparto d'attività, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 2);

4) adozione del regolamento sulla pubblicazione e diffusione dei sondaggi, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 12);

5) predisposizione dello schema di convenzione annessa alla concessione di servizio pubblico radiotelevisivo di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 10);

b) funzioni di gestione in materia di:

1) tenuta del registro degli operatori di comunicazione, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera a), n. 5);

2) monitoraggio delle trasmissioni radiotelevisive, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 13);

c) funzioni di vigilanza e controllo, in materia di:

1) esistenza di fenomeni di interferenze elettromagnetiche, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera a), n. 3);

2) rispetto dei diritti di interconnessione e di accesso alle infrastrutture di telecomunicazione, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera a), n. 8);

3) rispetto dei limiti di esposizione alle radiofrequenze compatibili con la salute umana, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera a), n. 15);

4) conformità alle prescrizioni di legge dei servizi e dei prodotti che sono forniti da ciascun operatore destinatario di concessione o autorizzazione in base alla normativa vigente, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 1);

5) verifica del rispetto della normativa in materia di campagne elettorali;

⋮

6) modalità di distribuzione dei servizi e dei prodotti, inclusa la pubblicità in qualunque forma diffusa, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 3);
7) rispetto dei periodi minimi che debbono trascorrere per l'utilizzazione delle opere audiovisive da parte dei diversi servizi, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 4);

8) rispetto, nel settore radiotelevisivo, delle norme in materia di tutela dei minori, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 6);

9) rispetto della tutela delle minoranze linguistiche, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 7);

10) rispetto delle norme in materia di diritto di rettifica di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 8);

11) rispetto dei criteri fissati nel regolamento relativo alla pubblicazione e diffusione dei sondaggi sui mezzi di comunicazione di massa, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera b), n. 12);

12) rispetto delle disposizioni relative al divieto di posizioni dominanti, di cui all'articolo 2;

d) funzioni istruttorie, in materia di:

1) controversie in tema di interconnessione e accesso alle infrastrutture di telecomunicazione, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera a), n. 9);

2) controversie tra gli enti gestori dei servizi di telecomunicazioni e gli utenti privati, di cui all'articolo 1, comma 6, lettera a), n. 10).

3. Le funzioni delegate sono esercitate dal Comitato nell'ambito e nel rispetto dei principi e dei criteri direttivi stabiliti dall'Autorità al fine di assicurare il necessario coordinamento sull'intero territorio nazionale dei compiti ad essa affidati.

4. L'esercizio delle funzioni delegate è subordinato alla stipulazione di apposite convenzioni, sottoscritte dal Presidente dell'Autorità, dal Presidente della Regione, d'intesa con il Presidente del Consiglio regionale e dal Presidente del Comitato, nelle quali sono specificate le singole funzioni delegate, nonché le risorse umane e finanziarie assegnate, necessarie per provvedere al loro esercizio. Il Presidente del Consiglio regionale illustra alla Commissione consiliare competente i contenuti delle convenzioni da stipulare.

5. In caso di accertata inerzia, ritardo o inadempimento del Comitato nell'esercizio delle funzioni delegate, ovvero in caso di ripetuta violazione delle direttive generali stabilite dall'Autorità, da cui derivi un grave pregiudizio all'effettivo perseguimento delle finalità indicate dalla l. 249/1997, l'Autorità opera direttamente, in via sostitutiva, previa contestazione al Comitato e assegnazione, salvo i casi di urgenza, di un congruo termine per rimuovere l'omissione o per rettificare gli atti assunti in violazione dei principi e criteri direttivi di cui al comma 2. Della contestazione e degli atti conseguenti l'Autorità dà tempestiva comunicazione al Presidente del Consiglio regionale.

Art. 14

(Programmazione delle attività del Comitato)

1. Entro il 30 settembre di ogni anno il Comitato presenta all'Ufficio di Presidenza del Consiglio regionale il programma di attività per l'anno successivo, con l'indicazione del relativo fabbisogno finanziario. La parte del programma relativa alle funzioni delegate è presentata anche all'Autorità. Il Presidente del Consiglio regionale trasmette il programma di attività al Presidente della Regione e alla Commissione consiliare competente.
2. L'Ufficio di Presidenza, previa discussione cui partecipa anche il Presidente del Comitato, esamina ed approva il programma. I mezzi e le risorse da iscriverne nella previsione di spesa del bilancio del Consiglio regionale sono determinati in conformità al programma di attività.
3. Entro il 31 marzo di ogni anno il Comitato presenta al Consiglio regionale e all'Autorità:
 - a) una relazione sul sistema delle comunicazioni in ambito regionale nonché sull'attività svolta nell'anno precedente;
 - b) il rendiconto della gestione della propria dotazione finanziaria che è allegato al rendiconto annuale del Consiglio regionale.
4. La relazione di cui al comma 3, lettera a), è trasmessa dal Presidente del Consiglio regionale al Presidente della Regione.
5. Il Comitato, d'intesa con l'Ufficio di Presidenza, rende pubblici il programma di attività e la relazione annuale di cui al comma 3, lettera a), attraverso gli strumenti informativi ritenuti opportuni.

Art. 15

(Collaborazione con gli enti locali)

1. Ai fini dell'esercizio dell'attività di vigilanza correlata alle funzioni gestionali e di controllo di cui all'articolo 12, comma 1, lettere b) e c), gli enti locali comunicano al Comitato i provvedimenti di competenza concernenti le postazioni emittenti radiotelevisive, nonché gli impianti di radiotrasmissione, o di ripetizione dei segnali di telefonia fissa e mobile o di ogni altra sorgente di emissioni radioelettriche.

Art. 16

(Dotazione organica)

1. L'Ufficio di Presidenza del Consiglio regionale, d'intesa con l'Autorità individua, all'interno delle strutture del Consiglio regionale, la struttura di supporto al Comitato. Tale struttura è posta alle dipendenze funzionali del Comitato ed opera in piena autonomia rispetto al restante apparato regionale. La struttura può essere integrata, previa intesa sulle modalità e le procedure di integrazione tra l'Ufficio di Presidenza del Consiglio regionale, la Giunta regionale e il Presidente del Comitato, dall'apporto permanente o speciale di altri uffici regionali.
2. La dotazione organica della struttura di cui al comma 1 è determinata d'intesa con l'Autorità e l'assegnazione del relativo personale e delle risorse è approvata secondo le vigenti norme regionali sull'organizzazione del Consiglio regionale.

Art. 22

(Norma finanziaria)

1. L'onere derivante dall'applicazione della presente legge è valutato in lire 300 milioni (euro 154.937) per l'anno 2001 e in annui euro 420.000 a decorrere dall'anno 2002.

2. L'onere di cui al comma 1 trova copertura nell'obiettivo programmatico 1.1.1. "Consiglio regionale" e si provvede per l'anno 2001 mediante riduzione di pari importo dello stanziamento iscritto al capitolo 69000 "Fondo globale per il finanziamento di spese correnti", dell'obiettivo programmatico 3.1. "Fondi globali", a valere sull'accantonamento previsto al punto A.1 "Istituzione del Co.Re.Com", dell'allegato 1 del bilancio di previsione della Regione per l'anno finanziario 2001. A decorrere dall'anno 2002:

a) quanto a euro 155.000 si provvede mediante riduzione di pari importo dello stanziamento iscritto al capitolo 69000 "Fondo globale per il finanziamento di spese correnti", dell'obiettivo programmatico 3.1. "Fondi globali", a valere sull'accantonamento previsto al punto A.1 "Istituzione del Co.Re.Com", dell'allegato 1 del bilancio di previsione pluriennale della Regione per gli anni 2001/2003;

b) quanto a euro 265.000 grava sul bilancio del Consiglio regionale e trova copertura nello stanziamento iscritto sul capitolo 20000 "Fondo per il funzionamento del Consiglio regionale" dell'obiettivo programmatico 1.1.1. "Consiglio regionale" del bilancio di previsione pluriennale della Regione per gli anni 2001/2003.

3. Le risorse trasferite dall'Autorità per l'esercizio delle funzioni delegate previste all'articolo 13 sono iscritte nello stato di previsione dell'entrata del bilancio del Consiglio regionale.

4. Nel bilancio del Consiglio regionale, di cui all'articolo 5 della legge regionale 28 febbraio 2011, n. 3 (Disposizioni in materia di autonomia funzionale e nuova disciplina dell'organizzazione amministrativa del Consiglio regionale della Valle d'Aosta/Vallée d'Aoste. Abrogazione della legge regionale 30 luglio 1991, n. 26 (Ordinamento amministrativo del Consiglio regionale)), sono inserite apposite voci di spesa per l'attività e le funzioni, proprie e delegate, del Comitato.

5. Per l'applicazione della presente legge la Giunta regionale è autorizzata ad apportare, con propria deliberazione, su proposta dell'Assessore regionale competente in materia di bilancio e finanze, le occorrenti variazioni di bilancio.

⋮

capitolo 9: rendiconto economico 2013

Richiesta	Oggetto	Stanziamiento	Disponibilità al 31/12/2013
6009	INDENNITA' DI FUNZIONE	€ 80.000,00	€ 0,00
6010	TRASFERTE E MISSIONI	€ 10.085,00	€ 0,00
6026	FUNZIONAMENTO UFFICI E MANUTENZIONE ATTREZZATURE	€ 20.000,00	€ 8.842,77
6027	MOBILI, ATTREZZATURE ED ARREDI	€ 5.000,00	€ 4.000,00
6037	CANONI DI LOCAZIONE DEGLI IMMOBILI E SPESE VARIE ACCESSORIE	€ 45.000,00	€ 0,00
6051	SPESE PER L'INFORMATIZZAZIONE ED I SERVIZI DI MONITORAGGIO AUDIOVISIVO	€ 30.000,00	€ 165,70
6063	CONVEGNI, MANIFESTAZIONI CULTURALI E COMUNICAZIONE SOCIALE	€ 15.000,00	€ 15.000,00
6064	SONDAGGI E RILEVAZIONE ASCOLTI REGIONALI	€ 0,00	€ 0,00
6065	FONDI STATALI PER L'ESERCIZIO DELLE DELEGHE DI CUI ALL'ART.1, COMMA 13, DELLA L.N. 249/1997*	€ 0,00	€ 0,00
6071	I.R.A.P.	€ 7.000,00	€ 0,00
3072	SPESE PER CONSULENZE	€ 0,00	€ 0,00
	TOTALI	€ 212.085,00	€ 28.008,47

* L'importo del contributo annuale viene distribuito sulle richieste oggetto delle materie delegate e, come previsto dalla relativa convenzione, rendicontato direttamente all'AGCOM.

ATTI EMANATI DA ALTRE AMMINISTRAZIONI

Comune di ÉTROUBLES. Decreto 14 aprile 2014, n. 1.

Esproprio dei beni immobili occorrenti al completamento dei lavori di allargamento e sistemazione della strada della Cota III lotto – variante n. 1 – nel comune di ÉTROUBLES.

IL DIRIGENTE
DELL'UFFICIO ESPROPRIAZIONI

Omissis

decreta

Art. 1.
Esproprio

È disposto in favore del Comune di ÉTROUBLES il trasferimento del diritto di proprietà delle aree sotto indicate ed interessate al completamento dei lavori di allargamento e sistemazione della strada della Cota III lotto – Variante n. 1 –, per le quali è stata determinata in via provvisoria, con determinazione del Segretario comunale n. 33 del 25 marzo 2014, l'indennità sotto riportata:

Ditta n. 1

POMAT Mondina (Propr. 1000/1000)
nata a ÉTROUBLES in data 11/05/1948
C.F.: PMT MDN 48E51 D444N
Da espropriare: Comune di ÉTROUBLES
Foglio 14 mappale 733 di mq. 12 - C.T. - Qualità catastale: pascolo - Sottozona di PRGC Eg4 - non edificabile
Foglio 14 mappale 735 di mq. 18 - C.T. - Qualità catastale: pascolo - Sottozona di PRGC Eg4 - non edificabile
Indennità base €. 16,88

Ditta n. 2

BERTIN Emanuele fu Giovanni A. (prop. 1/9)
nato a ÉTROUBLES il 01/01/1890
C.F.: BRT MNL 90A01 D444R
BERTIN Ferdinando fu Giovanni A. (prop. 1/9)
nato a ÉTROUBLES il 01/01/1892
C.F.: BRT FDN 92A01 D444B
BERTIN Florina fu Giovanni A. (prop. 1/9)
nata a ÉTROUBLES il 01/01/1894
C.F.: BRT FRN 94A41 d444I
BERTIN Francesco fu Giovanni (prop. 1/9)
nato a ÉTROUBLES il 01/01/1896
C.F.: BRT FNC 96A01 D444H
BERTIN Onorina fu Giovanni A. (prop. 1/9)
nato a ÉTROUBLES il 01/01/1898
C.F.: BRT NRN 98A41 D444U
GRIVEL Clarice Maria (Propr. 1/9)
nata a ÉTROUBLES il 15/07/1894
C.F.: GRV CRC 94L55 D444W
GRIVEL Clarissa (Propr. 1/9)

ACTES ÉMANANT DES AUTRES ADMINISTRATIONS

Commune d'ÉTROUBLES. Acte n° 1 du 14 avril 2014,

portant expropriation des biens immeubles nécessaires à l'achèvement des travaux d'élargissement et de réaménagement de la route de la Cota (3^e tranche) – variante n° 1, dans la commune d'ÉTROUBLES.

LE DIRIGEANT
DU BUREAU DES ESPROPRIATIONS

Omissis

décide

Art. 1^{er}
Expropriation

Le transfert du droit de propriété des biens immeubles indiqués ci-après, expropriés en vue de l'achèvement des travaux d'élargissement et de réaménagement de la route de la Cota (3^e tranche) – variante n° 1, est prononcé en faveur de la Commune d'ÉTROUBLES et les indemnités provisoires y afférentes, établies à titre provisoire par la décision du secrétaire communal n° 33 du 25 mars 2014, figurent ci-après, en regard desdits biens :

nata a ÉTROUBLES il 15/07/1894
C.F.: GRV CRC 94L55 D444W
GRIVEL Vittorino (Propr. 1/9)
nata a ÉTROUBLES il 01/01/1893
C.F.: GRV VTR 93°01 D444O

PROMENT Yvetta (Propr. 1/9)
nata a FRANCIA il 12/09/1926
C.F.: PRM YTT 26P52 Z110Q
Da espropriare: Comune di ÉTROUBLES
Foglio 14 mappale 729 di mq. 90 - C.T. - Qualità catastale: seminativo - Sottozona di PRGC Eg4 - non edificabile
Foglio 14 mappale 731 di mq. 9 - C.T. - Qualità catastale: prato sterile irr. - Sottozona di PRGC Eg4 - non edificabile
Indennità base €. 55,72

DITTA n. 3

CERISEY Ferruccio (Propr. 1/3)
nato a AOSTA il 21/12/1967
C.F.: CRS FRC 67T21 A326H
CERISEY Rinaldo (Propr. 1/3)
nato a AOSTA il 11/10/1961
C.F.: CRS RLD 61R11 A326D
CERISE Simona (Propr. 1/3)
nato a ÉTROUBLES il 04/11/1938
C.F.: CRS SMN 38S44 D444S
Da espropriare: Comune di ÉTROUBLES
Foglio 14 mappale 737 di mq. 119 - C.T. - Qualità catastale: pascolo arb. Irr. - Sottozona di PRGC Eg4 - non edificabile
Indennità base €. 66,97;

Ai proprietari verrà notificato un invito del responsabile del procedimento espropriativo a voler dichiarare, nel termine di 30 giorni successivi al ricevimento dell'invito, come stabilito dall'articolo 25, comma 1, della l.r. n. 11/2004, l'eventuale accettazione delle somme offerte, nonché la disponibilità alla cessione volontaria e a voler predisporre in tempo utile la documentazione da esibire per ottenere il pagamento delle stesse.

Art. 2
Indennità aree non edificabili

Nel caso di aree non edificabili da espropriare coltivate dal proprietario diretto coltivatore, nell'ipotesi di cessione volontaria, il prezzo di cessione è determinato in misura tripla rispetto all'indennità provvisoria determinata ai sensi del comma 1 del presente articolo.

Spetta, ai sensi della vigente l.r. n. 11/2004, un'indennità aggiuntiva a favore dei fittavoli, dei mezzadri, dei coloni o compartecipanti costretti ad abbandonare i terreni da espropriare che coltivino il terreno espropriando da almeno un anno prima data in cui è stata dichiarata la pubblica utilità.

Art. 3
Pagamento dell'indennità

Il Dirigente dell'ufficio per le espropriazioni, non appena ricevuta la comunicazione di cui agli articoli 1 e 2 e la documentazione comprovante la piena e libera disponibilità del bene, come previsto dall'articolo 25, comma 1, della l.r. n. 11/2004, dispone il pagamento dell'indennità di espropriazione nel termine di 15 giorni successivi, con provvedimento immediatamente esecutivo qualora non risultino diritti di terzi.

Art. 4
Rifiuto dell'indennità

Decorsi 30 giorni dalla notifica del provvedimento di determinazione dell'indennità provvisoria di cui all'art. 25 della l.r. n. 11/2004, salvo qualora l'indennità provvisoria offerta sia inferiore a cento euro, la misura dell'indennità provvisoria di espropriazione si intende non concordata.

Art. 5
Esecuzione del Decreto

L'esecuzione del decreto di esproprio ha luogo con la redazione del verbale sullo stato di consistenza e del verbale di immissione nel possesso dei beni espropriati.

Art. 6
Registrazione, trascrizione e volturazione

Il decreto di esproprio, a cura e a spese del Comune di ÉTROUBLES, è registrato in termini di urgenza, trascritto presso l'Ufficio per la tenuta dei Registri Immobiliari e volturato nei registri catastali.

Aux termes du premier alinéa de l'art. 25 de la LR n° 11/2004, le responsable de la procédure invite les propriétaires à déclarer, sous 30 jours, s'ils acceptent ou non l'indemnité proposée et s'ils entendent ou non céder volontairement leurs biens, et à réunir en temps utile la documentation nécessaire en vue du recouvrement de ladite indemnité.

Art. 2
Indemnités relatives aux espaces inconstructibles

Si les terrains inconstructibles à exproprier sont cultivés par un propriétaire cultivateur qui les cède volontairement, l'indemnité définitive est triplée par rapport à l'indemnité provisoire d'expropriation fixée au sens du premier alinéa.

Aux termes des dispositions de la LR n° 11/2004, une indemnité supplémentaire est versée aux fermiers, métayers, colons ou coparticipants qui doivent abandonner un terrain qu'ils cultivent depuis au moins un an à la date de la déclaration d'utilité publique y afférente.

Art. 3
Paiement de l'indemnité

Le dirigeant du Bureau des expropriations pourvoit au paiement de l'indemnité d'expropriation dans les 15 jours qui suivent la réception de la communication visée aux articles 1^{er} et 2 et de la documentation attestant la disponibilité pleine et entière du bien concerné, et ce, par un acte qui est immédiatement applicable si aucun droit de tiers ne s'y oppose.

Art. 4
Refus de l'indemnité

Aux termes de l'art. 25 de la LR n° 11/2004, faute de réponse dans les 30 jours qui suivent la notification du présent acte, le montant de l'indemnité provisoire d'expropriation est réputé non accepté, sauf s'il est inférieur à cent euros.

Art. 5
Exécution de l'acte d'expropriation

Lors de l'exécution du présent acte, il est dressé procès-verbal de la consistance des biens à exproprier et de leur prise de possession.

Art. 6
Enregistrement, transcription et transfert du droit de propriété

Le présent acte est enregistré, avec procédure d'urgence, et transcrit au Service de la publicité foncière et le transfert du droit de propriété est inscrit au cadastre, aux frais et par les soins de la Commune d'ÉTROUBLES.

Art. 7

Effetti dell'espropriazione per i terzi

Dopo la trascrizione del decreto di esproprio, tutti i diritti relativi al bene espropriato possono essere fatti valere unicamente sull'indennità.

Art. 8

Notifiche

Il presente decreto viene notificato ai proprietari dei beni espropriati, nelle forme previste per gli atti processuali civili, come disciplinato dall'art. 7, comma 2, della l.r. n. 11/2004.

Art. 9

Pubblicazioni

Un estratto del presente decreto è trasmesso, entro cinque giorni dalla data di adozione, al Bollettino Ufficiale della Regione per la pubblicazione e all'Ufficio Regionale per le Espropriazioni.

Art. 10

Ricorso amministrativo

Avverso il presente Decreto può essere opposto ricorso al competente Tribunale Amministrativo Regionale entro i termini di legge.

Étroubles, 14 aprile 2014.

Il Dirigente dell'ufficio espropriazioni
Segretario Comunale
Sabina ROLLET

Art. 7

Effets de l'expropriation vis-à-vis des tiers

À compter de la date de transcription du présent acte, tous les droits relatifs aux biens expropriés sont reportés sur les indemnités y afférentes.

Art. 8

Notification

Aux termes du deuxième alinéa de l'art. 7 de la LR n° 11/2004, le présent acte est notifié aux propriétaires des biens expropriés dans les formes prévues pour les actes de procédure civile.

Art. 9

Publication

Dans les cinq jours qui suivent l'adoption du présent acte, un extrait de celui-ci est transmis au Bulletin officiel de la Région en vue de sa publication, ainsi qu'au bureau régional chargé des expropriations.

Art. 10

Recours administratif

Un recours peut être introduit contre le présent acte auprès du tribunal administratif régional compétent dans les délais prévus par la loi.

Fait à Étroubles, le 14 avril 2014.

Le secrétaire communal,
en sa qualité de dirigeant du Bureau des expropriations,
Sabina ROLLET